

**SOUS EMBARGO
JUSQU'AU 23 MAI 2017**

Baromètre de l'attractivité de la France

Les cartes en main

Mai 2017



EY

Building a better
working world

Table des matières

04

Synthèse

06

Le contexte mondial

08

La performance de la France

12

Les activités qui s'implantent

16

L'appréciation du site France

20

Les réformes prioritaires

24

Les secteurs en mutation

28

Le Brexit et ses conséquences

32

La French Tech et l'entrepreneuriat
à la française

34

Les métropoles

37

Retrouver la confiance

38

Méthodologie

39

Remerciements

41

Contacts

Remerciements

Nous tenons à remercier particulièrement Olivier Campenon, Johanna Rolland, Christophe de Maistre, David Cousquer, Ludovic Subran qui ont pris le temps de partager leur point de vue sur l'attractivité du site France, ainsi que les agences régionales françaises en charge du développement économique et de l'attractivité pour leur soutien.

Cette seizième édition du baromètre de l'attractivité de la France a été réalisée par EY, sous la direction de Marc Lhermitte, avec la participation de Jean-Pierre Letartre, Jean-Pierre Lieb, Franck Sebag, Olivier Lluansi, Marc Lefevre, Vincent Raufast, Marc Jouan, Constance Legallais, Emmanuelle Raveau, Élise Carrard, Quentin Hacquard, Thomas Baur, Enora Merdy, Anne Périé et Sandrine da Cunha.



Éditorial

Les cartes en main



Jean-Pierre Letartre
Président d'EY
en France



Marc Lhermitte
Associé, EY

Notre attractivité est plus importante que jamais

En dépit des soubresauts politiques qui continuent d'agiter l'Europe et la France en 2017, les investissements directs étrangers constituent l'un des moteurs persistants de l'économie française. Selon l'Insee, plus de 20 000 entreprises, nées hors de France, y ont élu domicile et y emploient près de 1,8 million de personnes. Ce moteur représente 12 % de l'effectif salarié en France, 19 % du chiffre d'affaires de l'économie française et 30 % de ses exportations.

Selon la nouvelle édition du Baromètre EY, en 2016, les implantations et les extensions portées par ces entreprises étrangères ont apporté 779 projets et ajouté près de 17 000 emplois au site France, en augmentation de 30 % par rapport à 2015.

Les résultats de cette édition sont donc plus encourageants pour la France. Ils montrent que notre pays a maintenant les cartes en main et peut se redresser après la période de recul qu'il traverse depuis une décennie.

Il est certes aidé par la reprise européenne et une croissance plus décevante dans les pays émergents. Mais il le doit aussi à sa transformation numérique et à ses qualités entrepreneuriales désormais davantage reconnues.

Les signaux positifs ne doivent cependant pas faire oublier que la concurrence reste forte au sein de l'Europe. La France doit et devra se battre pour continuer à attirer et retenir les investissements étrangers sur son sol.

Il lui faudra le faire en sachant s'adapter aux évolutions profondes requises par un contexte d'incertitudes et de volatilité mondiale sans précédent : Brexit, élection américaine, instabilité aux frontières de l'Europe, force des mouvements migratoires, mais aussi émergence de nouveaux modes de vie et de consommation.

Il lui faudra également le faire en ouvrant plus grand ses portes aux réformes que les dirigeants interrogés par EY appellent de leurs vœux. Il est indispensable d'aller plus loin pour combler l'écart qui la sépare encore de l'Allemagne et du Royaume-Uni : ces deux pays restent des concurrents de premier plan que le Brexit ne suffira pas à affaiblir.

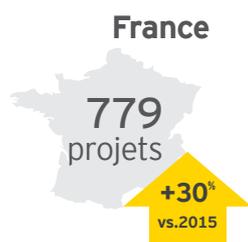
Plus de la moitié des dirigeants, par exemple, rappellent qu'il est impératif d'améliorer la compétitivité économique et salariale des entreprises, mais aussi de simplifier et de flexibiliser leur environnement.

La mise en place d'un nouveau gouvernement, la transformation des programmes actuels en actes législatifs et administratifs, et l'ajustement des entreprises à ce nouveau contexte doivent contribuer à restaurer cette confiance essentielle aux investisseurs et à leurs investissements.

Pour transformer ce rebond de l'attractivité et le pérenniser, il faut plus que jamais transformer la France.

Synthèse du baromètre de l'attractivité de la France 2017

1 L'attractivité de la France se redresse fortement en 2016



L'année 2016 a été marquée en France par une forte augmentation des implantations et des extensions annoncées par les investisseurs étrangers (+30 %). Les 779 projets annoncés ont permis la création de 16 980 emplois (+24 %).

3^e destination européenne



Le Royaume-Uni, avec 1 144 projets, conserve la 1^{ère} place mais commence à subir un « effet Brexit » et une inflexion de sa croissance (+7 %). Avec 1 063 projets accueillis (+12 %), l'Allemagne confirme sa position de cœur industriel, stable et exportateur de l'Europe.



Avec 5 845 projets (+15 %) et près de 260 000 emplois créés (+19 %) dans 43 pays, l'attractivité européenne atteint son plus haut niveau historique. Elle est encouragée par une reprise désormais durable, malgré la volatilité du contexte économique et géopolitique mondial.

Brexit c'est possible



Si seulement 14 % des entreprises étrangères envisagent aujourd'hui un transfert partiel ou total de leurs implantations britanniques, la France devra composer avec son concurrent allemand. Elle devra alors cibler l'industrie et la high-tech, en plus de l'industrie financière.

2 Le site France mieux reconnu par les investisseurs

Innovation Atout n°1 de la France

L'innovation est désormais notre 1er avantage compétitif (50%, +14 points en 1 an). En conséquence, le nombre de centres de R&D en 2016 (51) nous place en position quasi-égale avec l'Allemagne et le Royaume-Uni.



En croissance

Services, industrie « agile », e-commerce et R&D

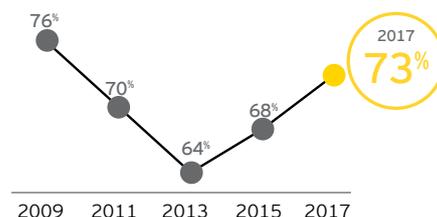
La France bénéficie de l'adéquation de son offre à la vague actuelle des investissements étrangers : logistique tirée par le e-commerce, industrie plus « agile », services et R&D sont autant d'atouts de l'hexagone qui sont en forte augmentation. Les projets dans ces activités affichent une hausse de 34 % en moyenne entre 2015 et 2016.



Satisfaction 2017

73 %

L'image de la France retrouve des niveaux d'avant-crise (76% en 2009) et en fort redressement par rapport à son plus bas niveau en 2014 (62%)

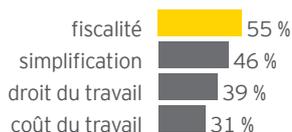


3 Un handicap de compétitivité persistant

La compétitivité retient l'attractivité

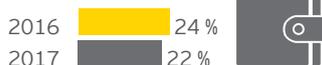
Fiscalité, simplification, droit du travail et coût du travail restent les freins lourds de compétitivité aux yeux des dirigeants. Ils empêchent la France de finir de combler son déficit d'attractivité.

Les 4 principales réformes attendues par les investisseurs étrangers :



Prudence sur les projets et la création d'emplois

Les intentions de projet à court terme restent timides (22% vs. 24% dans l'enquête de 2016) et les investissements restent peu créateurs d'emplois (22 emplois par projet vs. 44 en moyenne européenne).



Alerte sur les sièges 5^e rang européen

L'accueil de sièges sociaux (16 en 2016, soit 7 fois moins que le Royaume-Uni) reste à un niveau très insuffisant et la France ne se classe qu'au 5^e rang européen. Les perspectives de transferts liées au Brexit ne suffiront pas à régler la question stratégique sur les fonctions décisionnelles.



4 Mais un potentiel considérable

La mutation territoriale, industrielle et sectorielle est en bonne voie

L'économie numérique (36%), l'énergie (32%) et la santé (22%) obtiennent l'assentiment des dirigeants étrangers, et correspondent à la plupart des priorités affichées de la « Nouvelle France Industrielle ».

Start-up Nation

L'entrepreneuriat à la française s'affirme : 58% des dirigeants interrogés pensent que la politique mise en œuvre pour encourager la création de start-up est efficace (+14 points par rapport à 2016).

L'image de la France à l'étranger sur la bonne voie 41 % l'apprécient

41% des décideurs estiment que la promotion de la France à l'international est efficace (vs. 53% qui sont d'avis contraire) et surtout plus convaincante désormais pour ceux qui ne sont pas encore investisseurs en France (+20 points par rapport à la moyenne).

61%

d'opinion positive
chez les décideurs
non implantés

1. Dans un contexte mondial volatil, l'Europe affiche sa résilience et retrouve la confiance des investisseurs

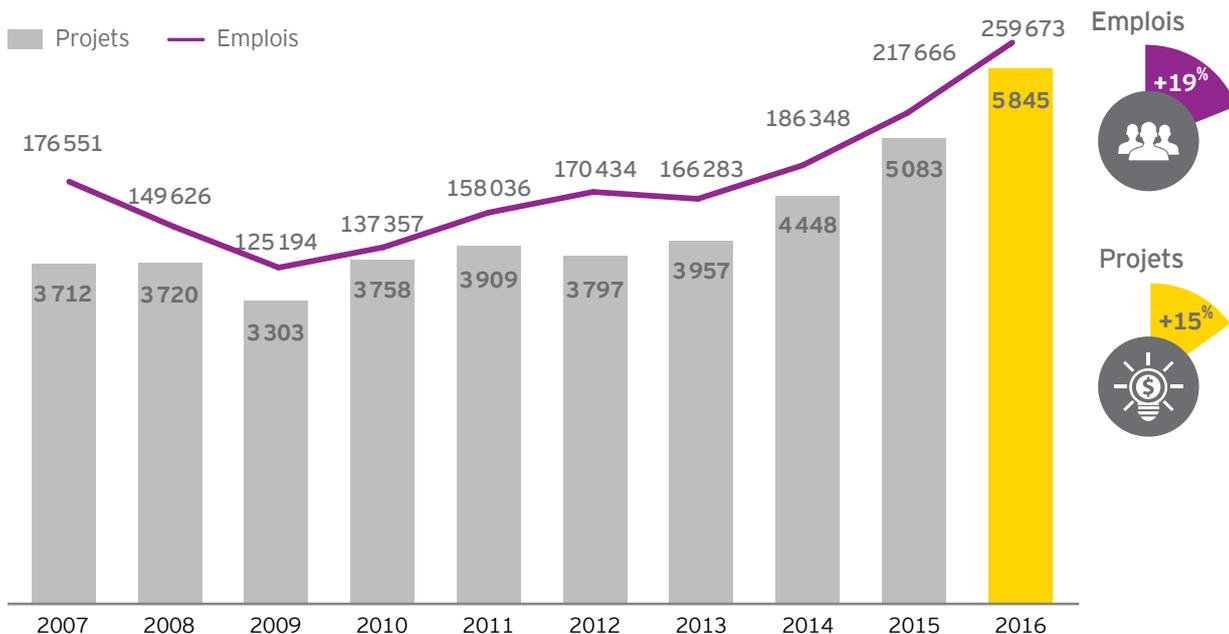
Alors que la Conférence des Nations Unies pour le commerce et le développement (CNUCED) indiquait, au niveau mondial, une contraction de 13 % des investissements directs étrangers (IDE) en 2016¹, l'Europe résiste avec force et affiche à l'inverse des chiffres impressionnants en termes de flux d'investissements étrangers. Désormais inscrite dans une reprise économique qui paraît durable, elle retrouve la confiance des investisseurs dans un contexte géopolitique instable : crise des migrants, référendum britannique sur le Brexit, élections dans de nombreux États membres en 2016, mais aussi installation de l'administration Trump, tensions persistantes avec la Russie, la Chine et la Turquie, et crises graves au Moyen-Orient, voire en Afrique.

En 2016, les projets d'investissements étrangers en Europe² ont ainsi connu une croissance notable de +15 % par rapport à 2015. Les opérations effectuées par les investisseurs étrangers ont été portées par la croissance retrouvée des marchés industriels et de consommation et, en parallèle, par de nombreuses réorganisations de supply chains ou d'activités de services mutualisés. 68 % de ces projets sont de nouvelles implantations, et ont créé en 2016 près de 260 000 emplois, un chiffre en progression de 19 % par rapport à 2015.

En 2016, l'Europe reste active et attractive.

- 1 UNCTAD, *Global Investment Trends Monitor* n°25, février 2017
- 2 Rappel : l'European Investment Monitor (EIM) observe et recense les investissements étrangers dans 43 pays, c'est-à-dire, au-delà de l'Union européenne, la véritable Europe économique qui comprend notamment la Russie et la Turquie

Évolution sur 10 ans du nombre de projets d'investissements étrangers et des emplois créés en Europe

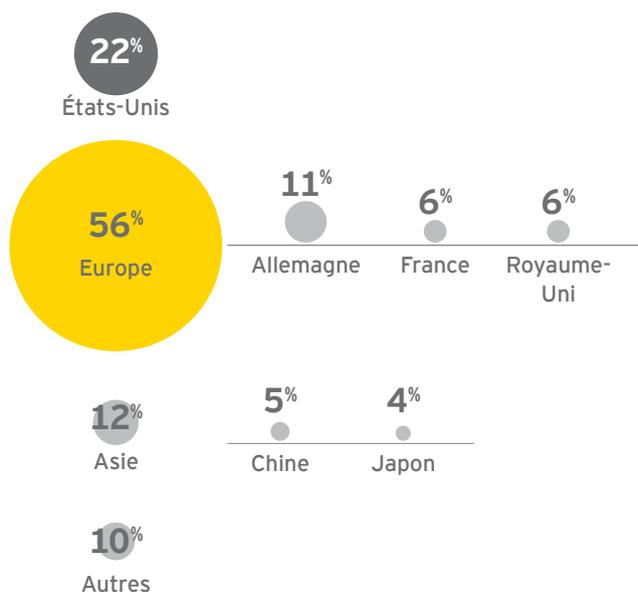


Source : *European Investment Monitor*, EY, 2017

Les Européens croient en l'Europe

La provenance des IDE reste stable : les entreprises européennes génèrent 56 % du nombre total d'implantations et extensions. Si les investisseurs américains représentent encore près du quart de ces flux (22 %), l'Allemagne est le 2^e pays investisseur en Europe (11 %), devant le Royaume-Uni et la France (6 % chacun). Plus d'un emploi sur deux relève d'une décision qui démontre la confiance retrouvée des entreprises européennes en leur propre terrain de jeu.

Origine des projets d'investissements étrangers en Europe en 2016



Source : European Investment Monitor, EY, 2017



2. La France redresse nettement son attractivité en 2016

Le nombre d'implantations internationales bondit de +30 %, pour atteindre un nombre record de 779 projets.

Cette performance témoigne de la capacité de notre pays à rester dans la course, malgré un climat social particulièrement tendu en 2016, qui a mis une nouvelle fois en exergue les difficultés de la France à réformer son marché du travail et, plus largement, son modèle économique.

Restant certes sur la troisième marche du podium, la France affiche une progression relative remarquable, se redressant pour combler en partie le retard accumulé sur au moins une décennie.

On aurait pu croire que la période pré-électorale en 2016 freinerait la dynamique, mais elle ne semble finalement pas avoir pesé sur les choix des investisseurs qui, habitués à nos rythmes et débats politiques, ou plus certainement encouragés par les perspectives de croissance plus durables en Europe, n'ont pas infléchi leurs décisions d'implantations hexagonales.

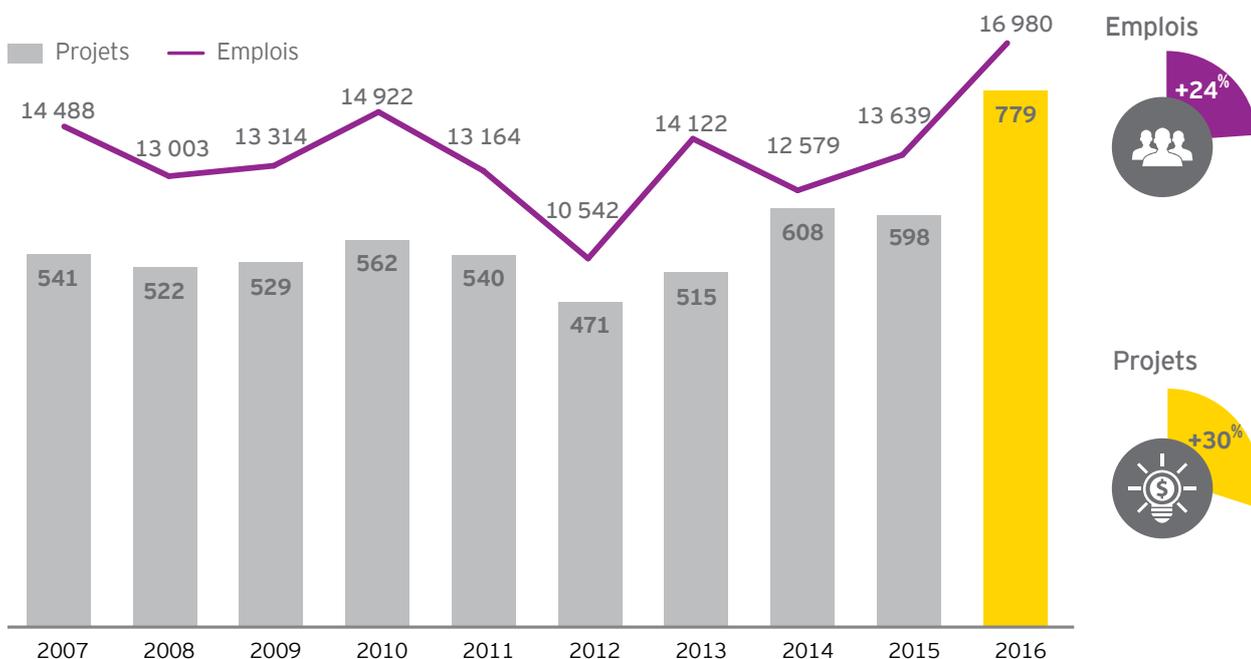
Ainsi, le rythme de création d'emplois suit cette dynamique, avec 17 000 postes annoncés en 2016 (+24 %), quand les projets au Royaume-Uni et en Allemagne ne généraient respectivement que 2 % et 17 % d'emplois supplémentaires.

En 2016 en France

779 projets **+30%**

16 980 emplois **+24%**

Évolution sur 10 ans du nombre de projets d'investissements étrangers et des emplois créés en France



Source : European Investment Monitor, EY, 2017

Témoignage



Ludovic Subran

Chef économiste, Euler Hermes
et Directeur de la recherche, Allianz

La France doit redoubler d'efforts pour redevenir incontournable

La France connaît un formidable rebond d'attractivité en 2016. Victoire ? En partie seulement : cette bonne nouvelle doit être mise en regard avec les piètres performances de l'année passée. En 2015, nous avons en effet souffert de notre immobilisme et des conséquences du choc fiscal de 2012. Alors que d'autres pays européens accéléraient, à la fois boostés par leurs réformes et une conjoncture favorable - énergie bon marché, faible coût du crédit, reprise en Europe -, la France, elle, faisait du sur place.

En 2016, la France revient dans la partie. Les premières réformes commencent à porter leurs fruits - entrée en action du CICE, évolution du droit du travail -, les premiers coups de pub aussi (French Tech, French Touch, French Fab). La France a pris conscience de la nécessité de se transformer et d'être acteur de sa marque. D'ailleurs, les débats présidentiels, pendant lesquels un consensus se dégage sur le besoin d'une thérapie de choc économique, envoient un signal fort au reste du monde : la France ne sera plus jamais la même.

En 2017 et en 2018, il faut jouer notre va-tout car les attentes envers notre pays sont fortes, et l'écart avec nos deux grands concurrents allemand et britannique, s'il s'est réduit, est toujours là. Il faut en effet continuer les réformes pour rattraper le retard d'attractivité

mais il est essentiel de comprendre que ces mêmes réformes ne seront pas suffisantes pour attirer ceux qui hésitent ou simplement ceux qui ne connaissent pas déjà les nombreux atouts de la France. En introduisant davantage de flexibilité ou en modérant notre fiscalité, nous ne ferons que nous mettre, au mieux, au niveau de nos concurrents. Pour que la France (re)devienne une place forte indiscutable, il faut aller plus loin. Ne nous contentons pas de suivre et de rattraper, nous devons être devant.

Pour cela, il faut absolument de la stabilité dans les règles du jeu que nous posons pour les investisseurs étrangers. Et surtout, il faut mettre en scène la spécificité de la France et le fait qu'elle est, ou sera demain « l'endroit où il faut être ». Autrement dit, il s'agit non seulement de réformer mais aussi d'incarner une politique offensive d'attractivité pour les nouveaux investisseurs, une direction qui sache associer les atouts du site France. Parmi eux on peut citer notre ancrage européen, notre démographie et notre résilience naturelle. S'il faut aller plus loin, il nous faudra plutôt miser sur notre productivité, notre recherche et notre innovation, nos infrastructures, notre État actionnaire. La bonne nouvelle, c'est que le timing a rarement été aussi favorable ; nous avons bien toutes les cartes en main.



Le Royaume-Uni et l'Allemagne restent leaders de l'attractivité

Avec 1 144 projets accueillis en 2016, le Royaume-Uni résiste à son processus de sortie de l'Union européenne, mais son attractivité semble commencer à s'éroder : alors que « Destination UK » accueillait 20 % de projets supplémentaires entre 2014 et 2015, la croissance de 7 % entre 2015 et 2016 est un réel infléchissement du leader européen. Cette crispation avérée des investisseurs serait-elle les prémices d'un recul plus net à venir ?

L'Allemagne conforte sa place de challenger avec une progression continue depuis dix ans et de plus de 12 % entre 2015 et 2016. Elle franchit la barre symbolique des 1 000 projets et conforte sa position de place forte de l'investissement au cœur du système industriel européen, dans une dynamique hyper exportatrice, et ce malgré des coûts de main d'œuvre restant élevés (35,25 €/h³).

Les autres destinations connaissent des fortunes diverses

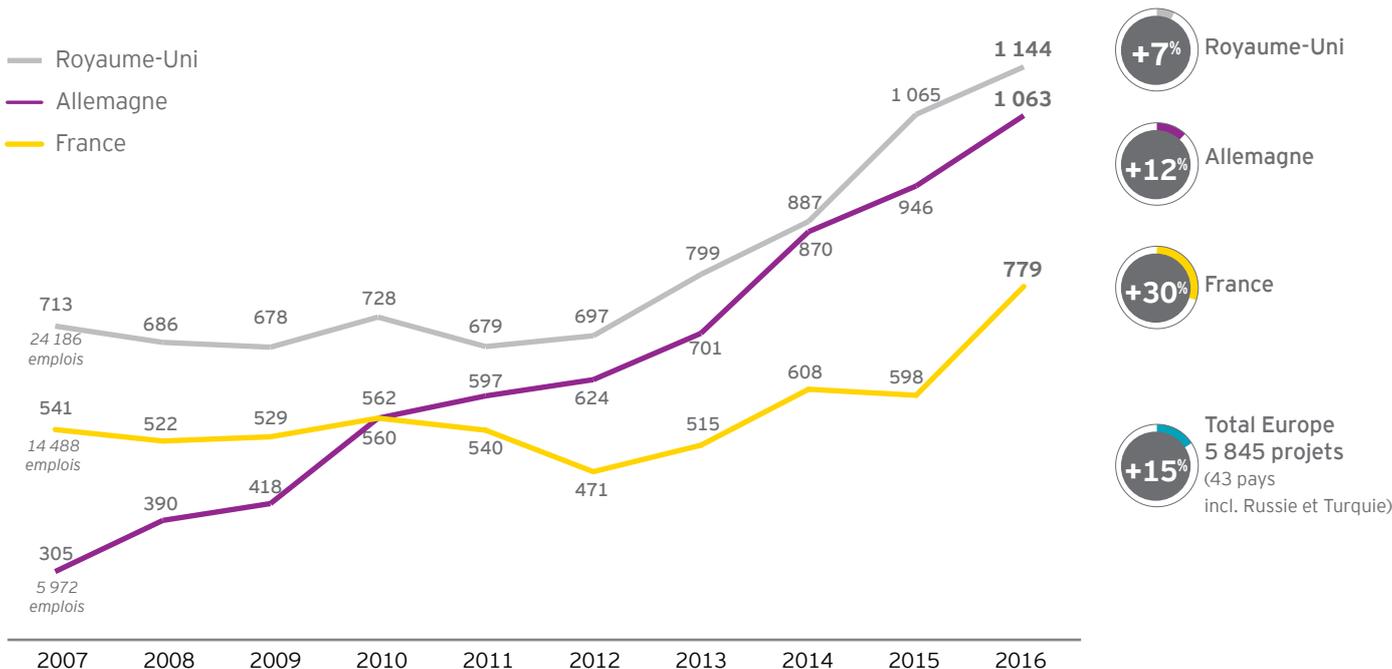
À la 4^e place, l'Espagne, bien que très loin derrière la France en volume, profite de conditions économiques stabilisées et voit progresser de 24 % le nombre d'implantations et d'extensions annoncées (308 en 2016). Les Pays-Bas, qui apparaissent pourtant comme un territoire d'accueil potentiel pour les entreprises souhaitant quitter la City, est le seul pays d'Europe de l'Ouest à marquer le pas après une année 2015 exceptionnelle (219 projets).

L'attractivité du trio constitué de la Pologne, la Russie et la Turquie semble se stabiliser : alors que ces trois pays affichaient des taux d'augmentation importants entre 2015 et 2016 (+60 % de projets pour la Pologne par exemple), ils retrouvent cette année des taux plus mesurés.

3 Centre d'observation économique et de recherche pour l'expansion de l'économie et le développement des Entreprises : « Les coûts de la main d'œuvre dans l'Union européenne au 4^e trimestre 2016 »

Après une décennie décevante, la France rattrape une partie de son retard en 2016

Évolution comparée du nombre de projets d'investissements étrangers (2007-2016)



Source : European Investment Monitor, EY, 2017

Top 15 des pays attirant le plus grand nombre de projets d'implantations internationales

	Pays	2015	2016	Évolution 2015-2016	%/total 2016
1	Royaume-Uni	1 065	1 144	↗ 7 %	20 %
2	Allemagne	946	1 063	↗ 12 %	18 %
3	France	598	779	↗ 30 %	13 %
4	Espagne	248	308	↗ 24 %	5 %
5	Pologne	211	256	↗ 21 %	4 %
6	Pays-Bas	219	207	↘ -5 %	4 %
7	Russie	201	205	↗ 2 %	4 %
8	Belgique	211	200	↘ -5 %	4 %
9	Irlande	127	141	↗ 11 %	2 %
10	Turquie	134	138	↗ 3 %	2 %
11	Finlande	105	133	↗ 27 %	2 %
12	Roumanie	98	132	↗ 35 %	2 %
13	République Tchèque	70	110	↗ 57 %	2 %
14	Hongrie	94	107	↗ 14 %	2 %
15	Suède	51	90	↗ 76 %	1 %
	Autres pays (28)	705	832	↗ 18 %	14 %
	Total	5 083	5 845	↗ 15 %	100 %

Source : European Investment Monitor, EY, 2017

Top 15 des pays bénéficiant du plus grand nombre d'emplois liés aux implantations internationales

	Pays	2015	2016	Évolution 2015-2016	%/total 2016
1	Royaume-Uni	42 336	43 165	↗ 2 %	17 %
2	Pologne	19 651	22 074	↗ 12 %	9 %
3	Allemagne	17 126	19 961	↗ 17 %	8 %
4	Roumanie	12 746	17 545	↗ 38 %	7 %
5	France	13 639	16 980	↗ 24 %	7 %
6	Serbie	10 631	16 396	↗ 54 %	6 %
7	Russie	13 672	15 064	↗ 10 %	6 %
8	République Tchèque	9 332	14 292	↗ 53 %	6 %
9	Espagne	7 126	12 969	↗ 82 %	5 %
10	Hongrie	11 741	12 450	↗ 6 %	5 %
11	Irlande	10 772	8 535	↘ -21 %	3 %
12	Slovaquie	9 564	8 308	↘ -13 %	3 %
13	Turquie	2 971	7 179	↗ 142 %	3 %
14	Autriche	1 357	4 759	↗ 251 %	2 %
15	Ukraine	850	4 547	↗ 435 %	2 %
	Autres pays (28)	34 152	35 449	↗ 4 %	13 %
	Total	217 966	259 673	↗ 19 %	100 %

Source : European Investment Monitor, EY, 2017

3. La France s'inscrit dans la mutation des économies ouvertes

L'innovation est désormais nore avantage compétitif majeur à l'international

En accueillant 51 centres de R&D en 2016 (soit 6 de plus qu'en 2015), la France affirme de mieux en mieux son rôle central dans l'économie européenne de la R&D et de l'innovation. Elle l'embrasse avec d'autant plus d'ampleur que le Royaume-Uni semble déjà pâtir du Brexit, voyant les implantations de centres R&D chuter à 63, contre 100 en 2015.

Par ailleurs, l'enquête menée auprès de 203 dirigeants en mars 2017 confirme qu'ils apprécient la France de l'innovation et de la recherche : la moitié d'entre eux cite ses capacités en la matière comme l'atout n°1 pour renforcer son rôle dans l'économie mondiale.

En 2016, ils n'étaient que 37 % à le valoriser. Cette nette progression s'est illustrée par des implantations variées en 2016 : Apple, Continental Digital Services, Facebook (2° centre en 2 ans), Nikon ou encore Siemens. Parmi les secteurs de prédilection des investissements en R&D, l'électronique et le numérique sont en tête, mais aussi la recherche pharmaceutique, à l'image d'AstraZeneca qui a investi 135 millions d'euros en 2016 sur son site de Dunkerque (R&D, logistique et production).

La France est notamment appréciée pour ses talents et équipements de référence mondiale (7° rang international en nombre de chercheurs⁴) et pour le dynamisme de la « French Tech ». Elle cristallise l'attention en faisant aussi le pari de nouveaux domaines d'excellence, comme

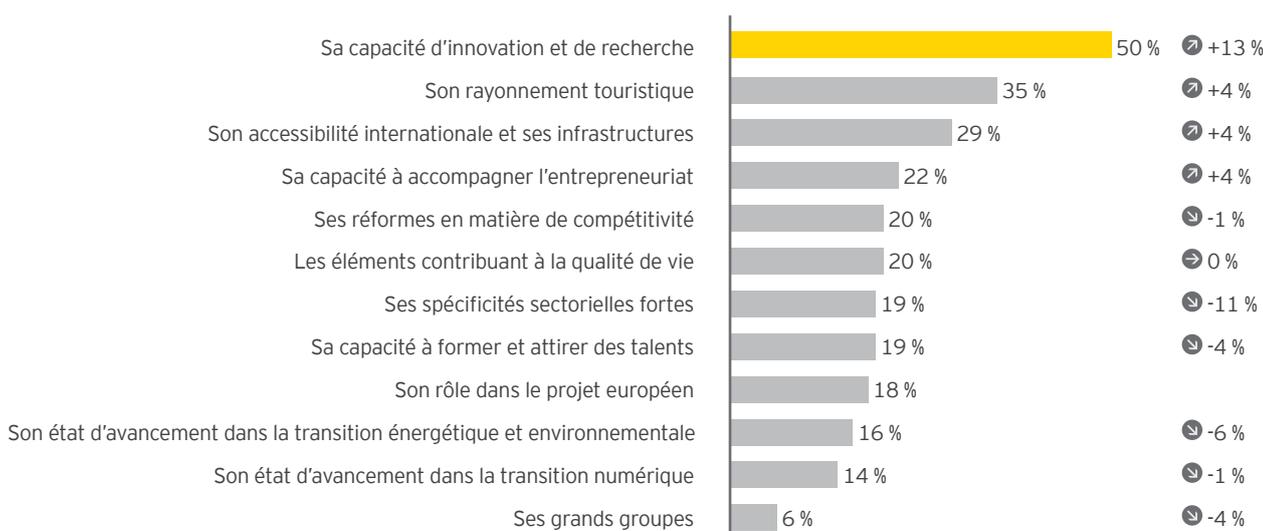
l'intelligence artificielle où elle projette d'investir 250 millions d'euros sur 5 ans dans les start-up intervenant dans ce domaine. Toutefois, ces bons résultats ne doivent pas nous conduire à baisser la garde dans l'environnement ultra-compétitif de l'innovation : en 2016, la France ne figure qu'au 11° rang des pays les plus innovants⁵. Et, selon France Stratégie⁶, les entreprises de haute technologie sont rares dans les secteurs autres que ceux où elle est habituellement extrêmement performante, aéronautique et énergie notamment.

4 Rapport de l'Union européenne "Science, Research and Innovation performance of the EU - 2016"

5 Rapport annuel de Bloomberg des pays les plus innovants, édition 2017

6 « Quinze ans de politiques d'innovation en France », France Stratégie, janvier 2016

Les atouts qui contribuent à renforcer le rôle de la France dans l'économie mondiale selon les décideurs internationaux



Source : Baromètres EY de l'attractivité du site France 2016 et 2017 (203 répondants), 3 réponses possibles

Témoignage



Christophe de Maistre

Président, Siemens France

Il est temps de créer une industrie d'avant-garde et d'encourager les industriels à passer à la prochaine ère digitale

L'innovation est reconnue comme atout français n°1. Et il faut s'en réjouir car, à l'heure de la révolution industrielle 4.0, elle représente à la fois une formidable opportunité et une condition sine qua non du succès.

Il est temps de créer en France une industrie d'avant-garde et d'encourager les industriels à passer à la nouvelle ère digitale. En effet, l'automatisation et la transformation des usines en *smart factories* vont entraîner une relocalisation dans les pays à forte valeur ajoutée. La 4^e révolution industrielle se fera sur le *software*, autour des enjeux majeurs du *big data*, de la production d'énergie décentralisée, de la *blockchain* et de l'intelligence artificielle.

Pour prétendre à un leadership européen, voire mondial, la France doit donc se doter d'une vision forte sur l'innovation ; une vision qui lui donnera l'élan nécessaire pour convaincre.

Notre pays dispose d'un incroyable vivier de chercheurs et d'ingénieurs qu'il forme à l'excellence dans ses écoles : en créant des pôles d'attractivité rassemblant industries, start-up et chercheurs, la France s'assurerait une fertilisation croisée, vivace, au service de l'innovation.

Ces partenariats stratégiques doivent, d'une part, bénéficier d'une grande lisibilité et d'une communication forte, et, d'autre part, s'incarner dans les territoires. Il convient de les accueillir dans des écosystèmes stimulants, d'impliquer les villes, les universités et grandes écoles ainsi que les régions. Avec quelques efforts pour rattacher le Plateau de Saclay, qui se partage entre les Yvelines et l'Essone, à la capitale et aux aéroports, nous pourrions disposer très vite de notre propre vivier de création et d'innovation « à la française ».

Allons de l'avant, et l'avenir de la France sera glorieux.

La France doit attirer des sièges d'influence pour retrouver de l'influence.

Dans une économie fortement tertiaisée, le regain d'attractivité est tout d'abord le fait d'implantations à caractère tertiaire et commercial (+56 %). Fortement connectée à la puissance de la deuxième économie européenne et à la dynamique de ses grandes agglomérations, ces activités ont créé plus de 4 000 emplois en 2016 et pèsent de tout leur poids sur l'évolution de l'attractivité de la France.

Mais la France n'est pas sans concurrents, puisque notre pays ne se classe qu'au 3^e rang des pays les plus attractifs, derrière l'Allemagne (714 projets en 2016) et le Royaume-Uni (612).

Répartition des projets d'investissements étrangers en France par type d'activités (2016)

Activités	2016	% /total 2016	Évolution 2015-2016
Fonctions tertiaires et commerciales	367	47 %	↗ 56 %
Activités industrielles	212	27 %	→ 0 %
Logistique	80	10 %	↗ 31 %
Centres R&D	51	7 %	↗ 13 %
Centre d'essais	23	3 %	↗ 109 %
Centres de décision	16	2 %	↗ 45 %
Centres d'appels	11	1 %	↗ 38 %
Centres de services partagés	10	1 %	↗ 150 %
Data centers	5	1 %	→ 0 %
Services éducatifs et formation	4	1 %	↗ 33 %
Total	779	100 %	↗ 30 %

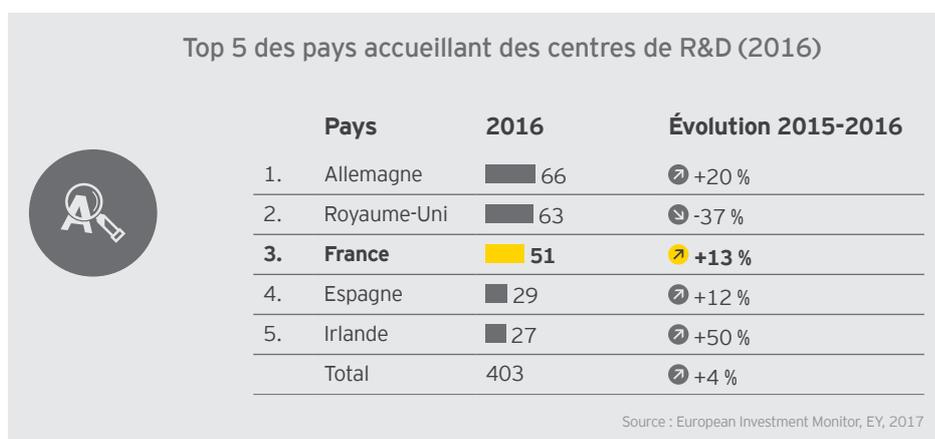
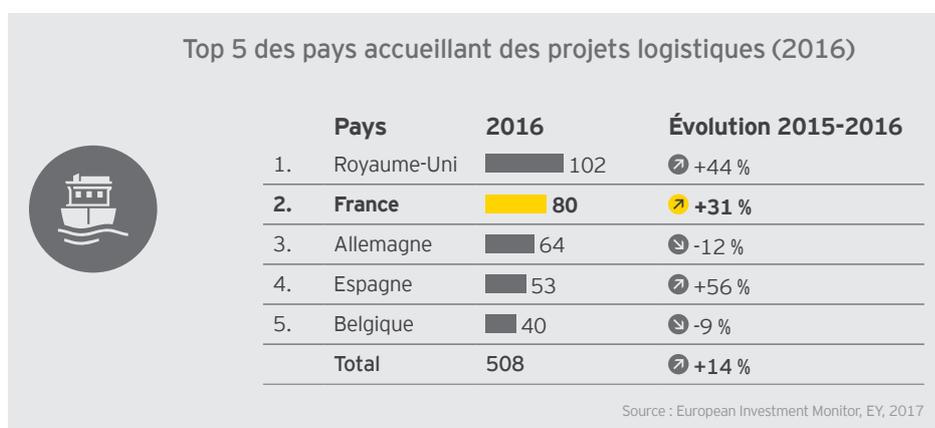
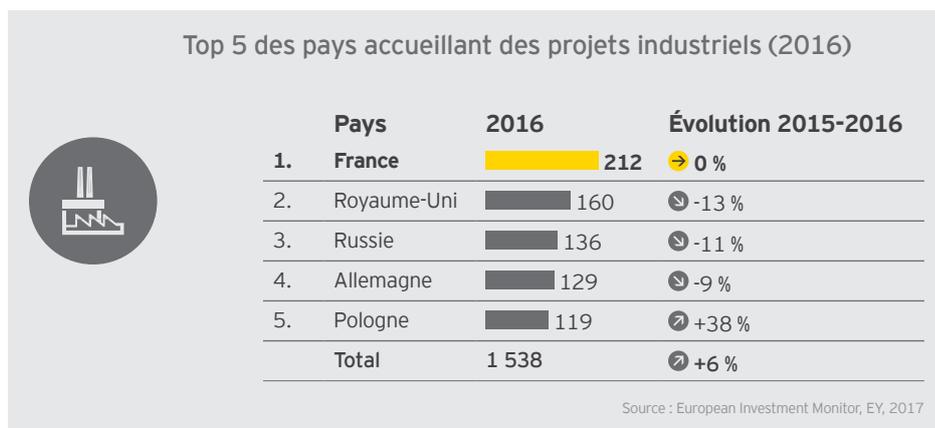
Source : European Investment Monitor, EY, 2017

La France confirme son attractivité pour les nouvelles formes d'implantations industrielles et logistiques

Les activités de production légère continuent de soutenir l'attractivité de la France, qui possède, malgré la diminution de la part d'industrie dans son PIB, de nombreux atouts reconnus dans ce domaine : présence de filières et de grands donneurs d'ordre, savoir-faire et ingénierie, infrastructures de transport... Avec un nombre stable de projets industriels entre 2015 et 2016 (212), la France maintient, et de loin, son leadership européen. À la faveur d'une diminution du nombre de projets industriels en Allemagne et au Royaume-Uni, l'écart se creuse même avec ces deux pays.

La France a tout intérêt à poursuivre la valorisation de ses atouts dans le secteur industriel. D'abord, parce que l'industrie française semble retrouver de la vigueur en 2016 : selon l'Observatoire des Investissements (Trendeo), le solde ouverture/fermeture d'usines est nul pour la première fois depuis 2009, à la faveur notamment de l'industrie automobile qui montre des signes de meilleure santé. Le secteur industriel est également créateur d'emplois, et les quelque 5 700 emplois apportés par les investisseurs étrangers en 2016 sont bienvenus. Par ailleurs, la carte des implantations révèle que celles-ci se déploient très majoritairement dans les villes moyennes et les bassins en difficulté (cf. partie suivante).

De plus en plus nombreux et tirés par l'e-commerce, les projets logistiques progressent de 31 % entre 2015 et 2016, pour atteindre 80 implantations. Par exemple, Amazon Logistics, UPS et FedEx, les 3 champions de la logistique digitale, ont fait le choix de la France pour renforcer leurs activités. Ils ont créé près de 1 500 emplois en 2016.



L'explosion du e-commerce en France⁷ démontre qu'il a bel et bien transformé nos modes de consommation. Les investisseurs pensent désormais à la France pour leurs activités logistiques, louant sa localisation géographique centrale, la main d'œuvre qualifiée et la qualité de ses infrastructures

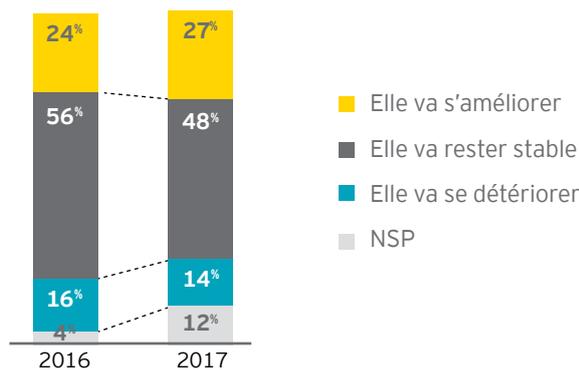
Ces atouts se ressentent dans les discours des dirigeants : parmi ceux envisageant d'implanter ou d'étendre leurs activités en France, 27 % le feraient pour des activités logistiques, contre seulement 10 % l'année précédente.

⁷ Selon la Fédération du e-commerce et de la vente à distance (FEVAD), le chiffre d'affaires de la vente en ligne atteint en 2016 le montant record de 72 milliards d'euros

4. Les investisseurs restent malgré tout prudents

Face à une France qui, chroniquement, peine à réformer en profondeur son attractivité et sa compétitivité, les dirigeants font donc encore preuve d'attentisme, refusant de se prononcer franchement sur certains aspects de son attractivité. Même si 27 % envisagent une amélioration à 3 ans (+3 points par rapport à 2016), la progression des « indécis » est notable et passe de 4 % en mars 2016 à 12 % en mars 2017. Les dirigeants ont envie de croire en la France, mais hésitent à sauter le pas en investissant plus massivement dans un environnement jugé encore incertain.

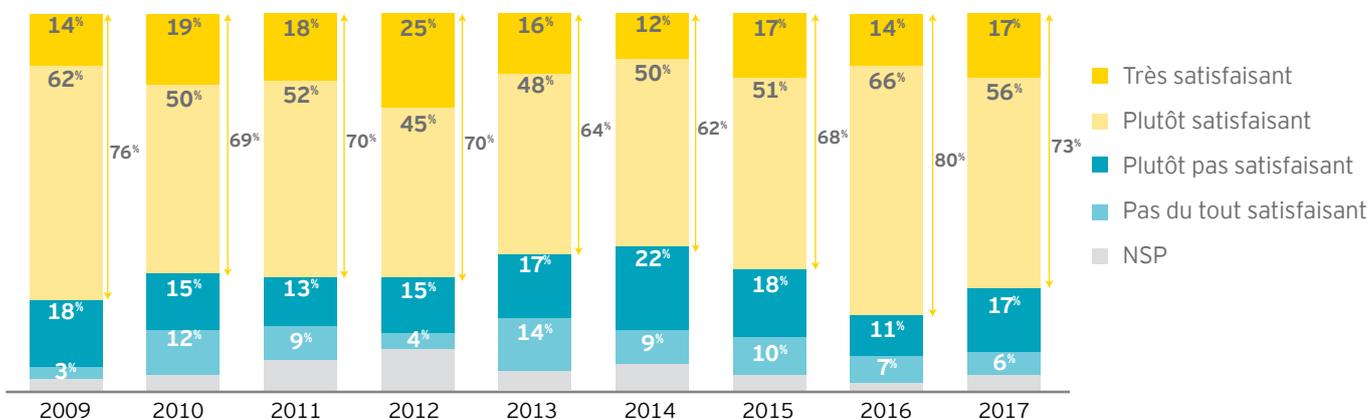
Comment voyez-vous l'évolution de l'attractivité de la France au cours des trois prochaines années ?



Source : Baromètre EY de l'attractivité du site France 2017 (203 répondants)

La confiance est de retour, mais sous surveillance

Niveau de satisfaction du site France selon les décideurs internationaux (2009-2017)



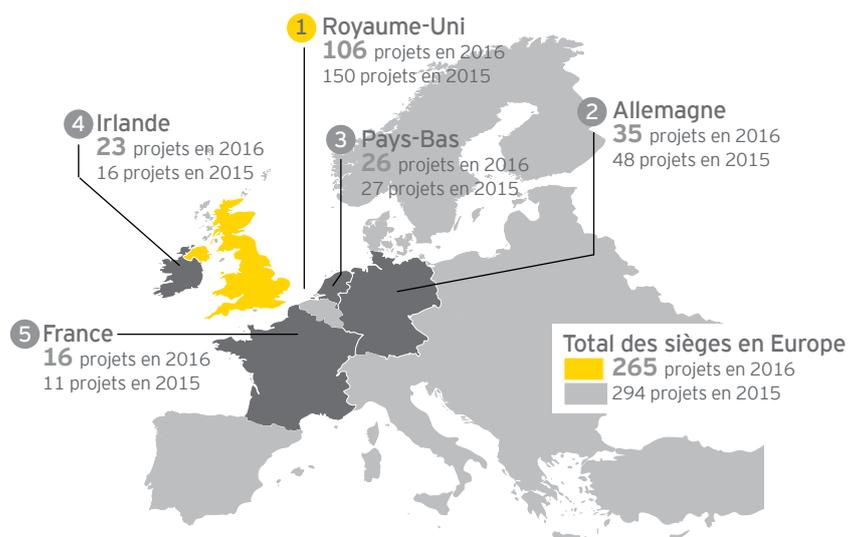
Source : Baromètre EY de l'attractivité du site France 2017 (203 répondants)

L'accueil de sièges sociaux et la taille des implantations restent à un niveau insuffisant

Un des principaux signaux d'inquiétudes est indiqué par le retard de la France dans l'attractivité de fonctions stratégiques.

Comme l'année dernière, elle ne se classe qu'au 5^e rang derrière l'Irlande, des pays européens pour l'accueil de sièges sociaux d'entreprises. Même si cette performance décevante se situe dans un contexte global de diminution d'implantations de sièges sociaux en Europe, et plus particulièrement au Royaume-Uni qui subit les premiers effets du Brexit (-44 projets par rapport à 2015), il s'agit dans les prochaines années de décupler les efforts pour capter les fonctions décisionnelles d'entreprises de secteurs à forte croissance, mais aussi leurs prestataires et partenaires.

Top 5 des pays européens pour l'accueil de sièges sociaux (2016)



Source : European Investment Monitor, EY, 2017



Les projets ne créent pas suffisamment d'emplois

Autre illustration de la faible valeur délivrée par les investissements étrangers, le nombre moyen d'emplois (22) se situe parmi les plus bas en Europe, certes au-dessus de l'Allemagne (19), mais à la moitié de la moyenne européenne, celle du Royaume-Uni ou de l'Espagne. Le moteur emploi des investisseurs étrangers est évidemment freiné par la complexité de notre marché du travail et un coût horaire qui reste trop élevé par rapport à celui de ses concurrents (36,78 €/h pour la France contre 35,25 pour l'Allemagne et 24,99 pour le Royaume-Uni).

Moyenne des emplois créés par projet (France, Europe et sélection de pays)

Pays	Nombre d'emplois 2016	Nombre de projets 2016	Emplois par projet
Royaume-Uni	43 165	1 144	38
Pologne	22 074	256	86
Allemagne	19 961	1 063	19
Roumanie	17 545	132	133
France	16 980	779	22
Serbie	16 396	46	356
Russie	15 064	205	73
République Tchèque	14 292	110	130
Espagne	12 969	308	42
Hongrie	12 450	107	116
Europe Centrale et Orientale	135 632	1 342	101
Europe de l'Ouest	124 041	4 503	28
Total	259 673	5 845	44

Source : European Investment Monitor, EY, 2017



5. Pour les dirigeants, la restauration de la compétitivité reste un impératif

Signalée depuis longtemps dans notre baromètre, la liste historique des handicaps de compétitivité (fiscalité, simplification, marché et coût du travail) continue de peser lourdement sur l'attractivité de la France selon les décideurs internationaux.

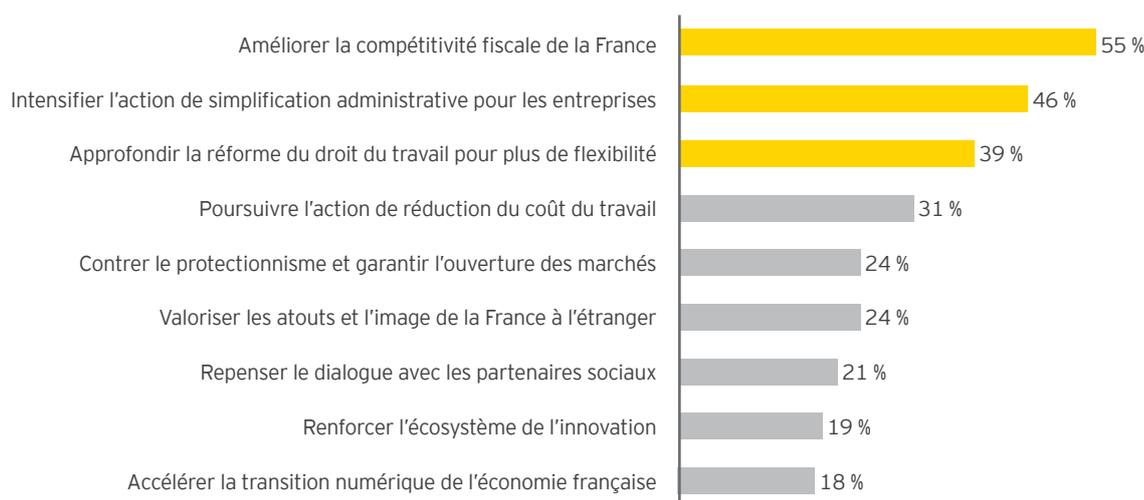
En tête, ils plébiscitent un allègement de leurs charges fiscales (55 %), une large simplification de leur quotidien (46 %) et une réforme du marché et du droit du travail (39 %).

Entre 2013 et 2016, la France a commencé à tirer les leçons de son déficit de compétitivité en amorçant une réduction du coût du travail (notamment par le Crédit d'impôt compétitivité-emploi - CICE) et des allègements fiscaux (notamment avec le suramortissement), malgré un climat social peu encourageant et une situation budgétaire tendue. Si la France se situe à une place honorable (21^e) dans le classement 2016 du Forum Économique mondial relatif à la compétitivité, ce n'est cependant pas grâce au critère de « fiscalité favorable aux investissements » où elle occupe le 124^e rang (sur 138).

Face à des concurrents prêts, tels le Royaume-Uni, à pratiquer le dumping fiscal, ou, à l'instar de l'Allemagne, à maintenir une grande constance dans leur cadre réglementaire, la France doit pouvoir s'adapter si elle entend rattraper son retard sur ses deux principaux concurrents.

L'attractivité est toujours handicapée par la compétitivité-coût

Les réformes qui pourraient jouer en faveur de l'attractivité de la France selon les décideurs internationaux (2017)



Source : Baromètres EY de l'attractivité du site France 2016 et 2017 (203 répondants), 3 réponses possibles

Point de vue EY



Jean-Pierre Lieb

Avocat Associé, EY Société d'Avocats, Responsable Tax Policy EMEA

La stabilité fiscale est le socle indispensable pour que la vision à long terme des investisseurs puisse s'épanouir"

En matière de fiscalité, nos gouvernants semblent avoir pris conscience de l'importance de l'enjeu pour l'attractivité française. Des premières mesures ont même été prises comme le suramortissement pour relancer l'investissement, ou un projet de baisse de l'IS, il est vrai réservé aux entreprises de petite taille. Le mouvement s'enclenche pour une approche favorable de la fiscalité vis-à-vis de l'entreprise.

Le point négatif, c'est que ces mesures sont timides et qu'elles arrivent tardivement : la France affiche toujours le taux d'IS le plus élevé de la zone Euro et probablement ne pourra-t-elle jamais rejoindre des pays comme l'Irlande, la Hongrie ou encore le Royaume-Uni. Nos contraintes sont

trop fortes : notre histoire fiscale, nos engagements budgétaires européens, et même un contexte général de durcissement de l'assiette fiscale en Europe. Là n'est pourtant pas le réel handicap de la France en matière de fiscalité. Comme la France, l'Allemagne pratique une fiscalité élevée. Mais pour elle, ce n'est pas un frein à son attractivité. À la différence de nous, nos voisins d'outre Rhin affichent une stabilité sans faille de leur politique fiscale. C'est là l'essentiel : cette stabilité est le socle indispensable pour que la vision à long terme des investisseurs puisse s'épanouir. Ainsi, avant de courir après un dangereux et impossible dumping fiscal, pensons à stabiliser notre fiscalité pour gagner la confiance des investisseurs.

Même si elle semble légèrement moins prégnante, l'épineuse question du coût du travail érode toujours la compétitivité de la France par rapport à d'autres pays d'Europe : à la question « où la France doit-elle concentrer ses efforts pour maintenir sa position concurrentielle dans l'économie mondiale ? », 39 % des dirigeants ont répondu « diminuer le coût de main d'œuvre », contre seulement 22 % lorsque le périmètre est élargi à l'Europe.

Coûts horaires de main d'œuvre au 4^e trimestre 2016

Pays	Ensemble de l'industrie et des services marchands	Industrie manufacturière
France	36,78 €	38,12 €
Allemagne	35,25 €	40,79 €
Pays-Bas	33,71 €	35,72 € (3 ^e trimestre 2016)
Moyenne zone Euro	30,45 €	33,18 €
Italie	27,56 €	27,65 €
Royaume-Uni	24,99 €	24,26 €
Espagne	21,11 €	22,82 €

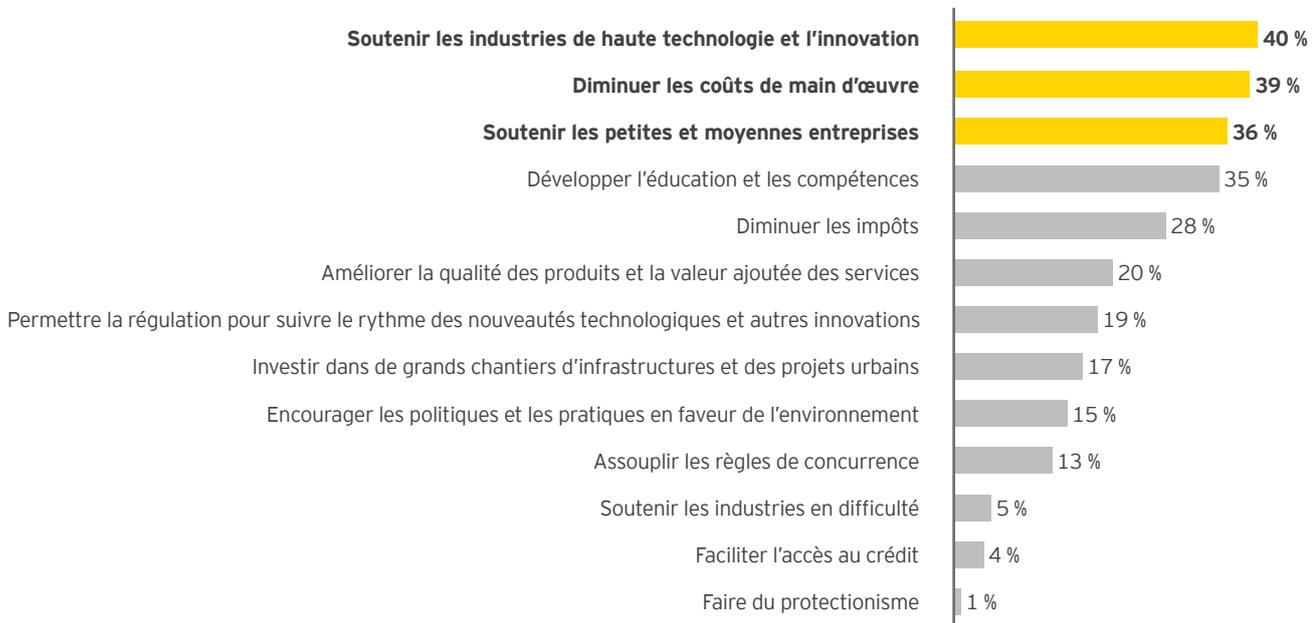
Source : Centre d'observation économique et de recherche pour l'expansion de l'économie et le développement des entreprises : "Les coûts de la main d'œuvre dans l'Union européenne au 4^e trimestre 2016"

Impôts sur le revenu des sociétés en 2016

Irlande	12,5 %
Hongrie	19 % (baisse à 9 % prévue pour 2017)
Finlande	20 %
Royaume-Uni	20 % (baisse à 17 % prévue d'ici 2020)
Danemark	22 % (baisse de 6,3 % depuis 2015)
Pays-Bas	25 % (baisse prévue dans les années à venir)
Espagne	25 % (baisse de 10 % depuis 2015)
Allemagne	30 %
Belgique	33 %
France	38 % (baisse à 28 % prévue, progressivement selon la taille et le chiffre d'affaires des entreprises, d'ici 2020)

Source : EY Global Tax Policy Outlook for 2016

Où concentrer ses efforts pour maintenir une position concurrentielle dans l'économie mondiale ?



Source : Baromètres EY de l'attractivité du site France 2016 et 2017 (203 répondants), 3 réponses possibles



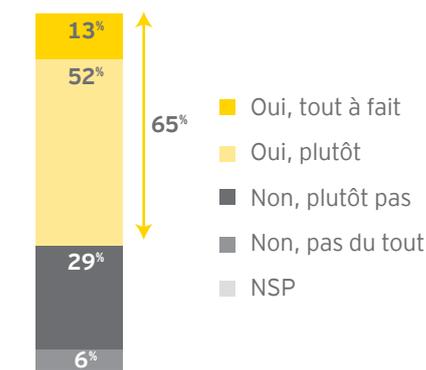
6. La mutation territoriale, industrielle et sectorielle est en route

L'industrie a un avenir en France selon 65 % des dirigeants interrogés. Les investissements de 2016 ont une portée territoriale et sectorielle en forte évolution.

Ces sites industriels portés par des investisseurs étrangers sont d'autant plus précieux pour la France qu'ils contribuent au développement de nos territoires et à leur maintien dans l'économie mondiale. Si 68 % des projets tertiaires (fonctions marketing et commerciales, centres de R&D, centres de décision) sont polarisés dans les grandes agglomérations

françaises, les implantations industrielles d'origine étrangère sont beaucoup plus diffuses sur le territoire, avec en particulier une localisation dans cette France que le géographe Christophe Guilluy⁸ a appelée « périphérique » : espaces périurbains des métropoles, villes petites et moyennes, espaces ruraux. Selon nos analyses, les métropoles captent ainsi seulement 12 % des projets industriels alors que les territoires ruraux et péri-urbains, pourtant souvent en difficulté, accueillent près de la moitié des implantations ou extensions.

Avez-vous confiance en l'avenir de l'industrie en France ?



Source : Baromètre EY de l'attractivité du site France 2017 (203 répondants)

Point de vue EY



Olivier Lluansi

Associé, EY Strategy

Le nouveau visage de l'industrie est une imbrication d'approches et de techniques nouvelles au service d'une meilleure organisation

Selon une enquête EY menée en octobre 2016, l'engagement des dirigeants d'entreprises industrielles est profond, et leur volonté d'améliorer leurs processus, de les moderniser et de saisir cette transformation est inflexible. Ils ont également intégré l'idée que ce nouveau visage de l'industrie ne signifie pas « technologie miracle », mais bel et bien une imbrication d'approches

et de techniques nouvelles (Big Data, expérience client, impression 3D) au service d'une meilleure organisation.

Pour engager cette nécessaire évolution de la filière industrielle, le rôle moteur des leaders français sur la digitalisation de leur écosystème (fournisseurs, chaîne de distribution) est essentiel. Leur prise de conscience de ces

enjeux est un élément annonciateur d'un basculement rapide du tissu industriel français vers ces nouvelles technologies : la valeur ajoutée potentielle des services associés aux biens ou aux équipements industriels est désormais connue et, surtout, le gisement de créativité que représente la « French Tech » pour de tels développements est identifié.

L'industrie agile reste une chance pour nos territoires

Répartition des projets industriels par type de territoire⁹ (2016)

Métropoles

Ensemble des communes constituant les 17 métropoles de France



Grandes villes

Ensemble des communes situées dans une unité urbaine de plus de 100 000 habitants (hors métropoles)



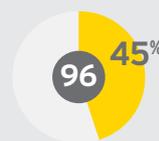
Villes moyennes

Ensemble des communes situées dans une unité urbaine de 20 000 à 100 000 habitants



Territoires ruraux et péri-urbains

Ensemble des communes situées dans une unité urbaine de moins de 20 000 habitants



Total



Localisation des projets tertiaires et commerciaux 2016

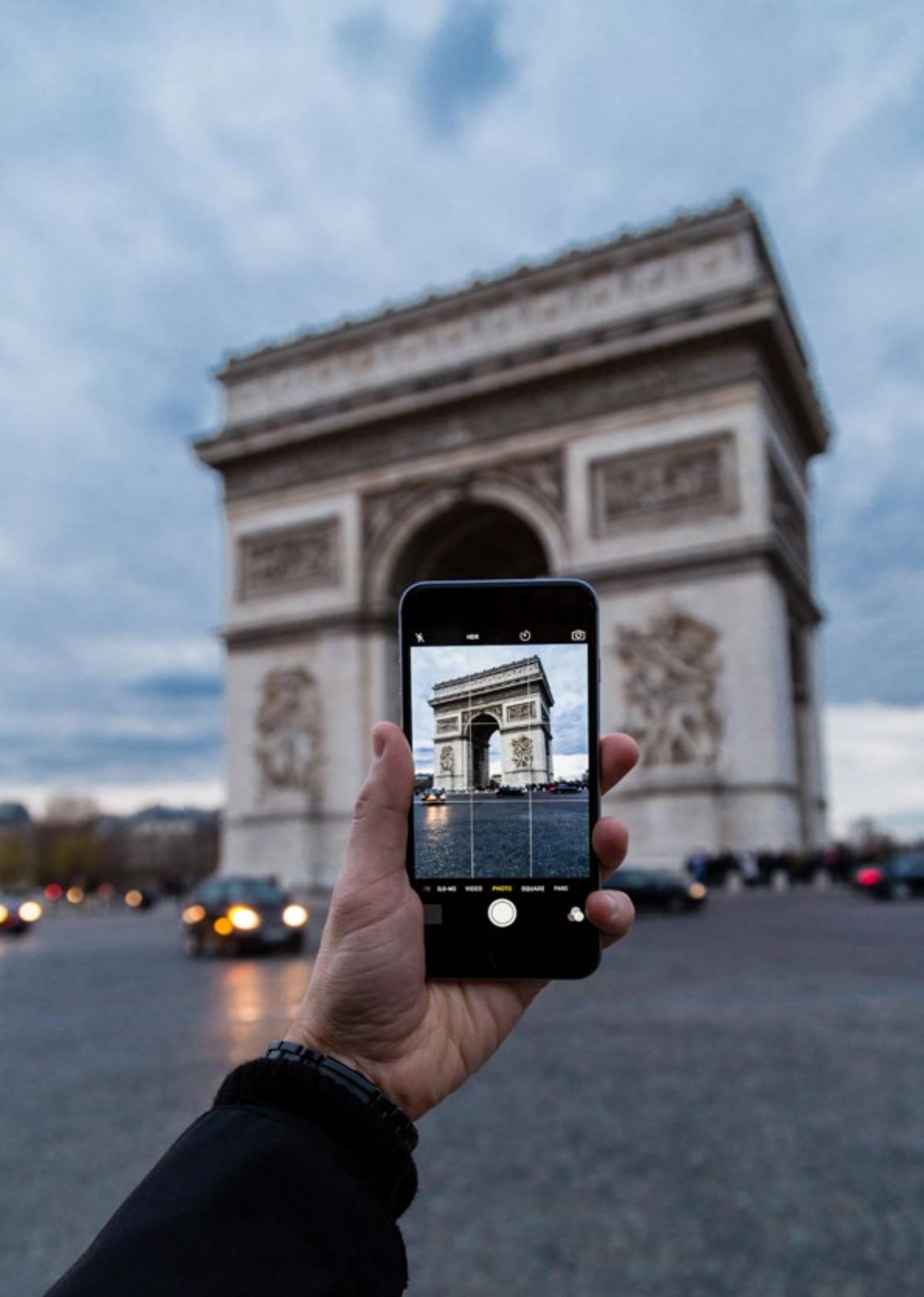


Localisation des projets industriels 2016



8 Christophe Guilluy, *La France périphérique*, Flammarion, 2014

9 Source : Insee



La France ingénieuse est au rendez-vous des investissements

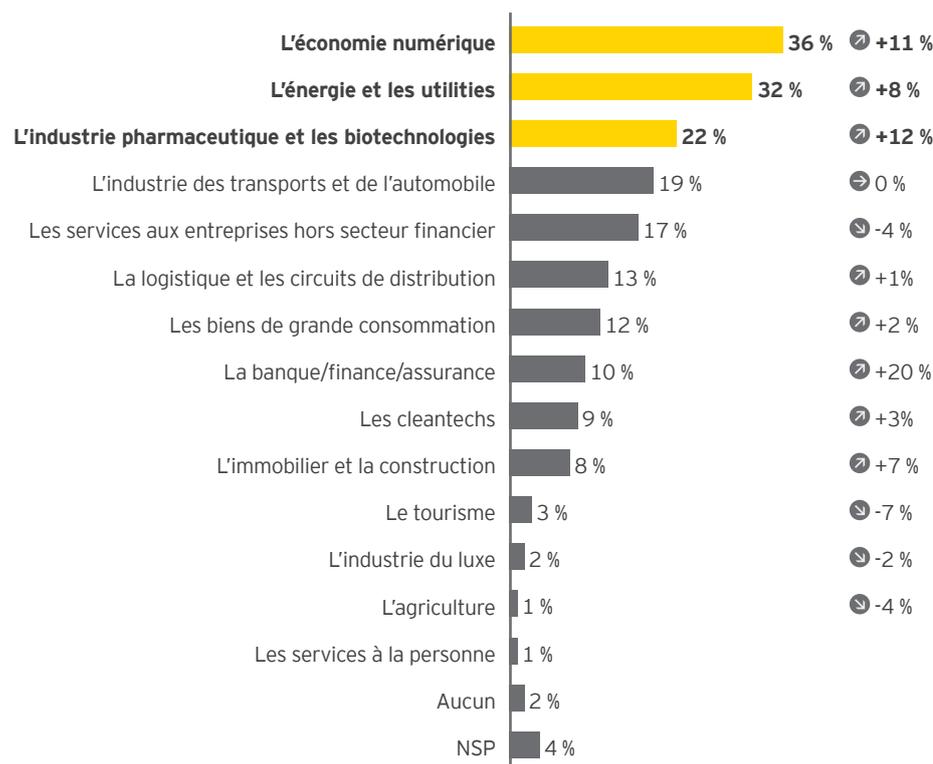
Selon les décideurs, trois secteurs sont les plus susceptibles de régénérer l'économie française. Parmi ceux-ci, la présence de l'énergie et des utilities s'explique naturellement par le poids de ces activités au sein du CAC 40 (Total, Engie, EDF). En revanche, les deux autres secteurs

du podium - le numérique au sens large et les biotechs - représentent les piliers de l'orientation sectorielle de l'économie française de demain. Les raisons d'être optimiste pour l'avenir industriel de la France sont d'autant plus justifiées que les orientations de la politique industrielle de la France sont cohérentes avec les secteurs les plus porteurs du point de vue des investisseurs ; mais ils nécessiteront, à la demande des investisseurs eux-mêmes,

d'approfondir les réformes pour que les conditions favorables à la transformation sectorielle de la France soient efficace sur le long terme.

Les secteurs matures et pour lesquels la France est habituellement mondialement reconnue sont moins en vue : industrie du luxe, tourisme et agriculture ne semblent pas être les secteurs qui porteront la France de demain pour les décideurs.

Les secteurs d'activité qui soutiendront la croissance de la France dans les années à venir (2016-2017)



Source : Baromètre EY de l'attractivité du site France 2017 (203 répondants - 2 réponses possibles)

7. Le Brexit ne concerne pas que le secteur financier

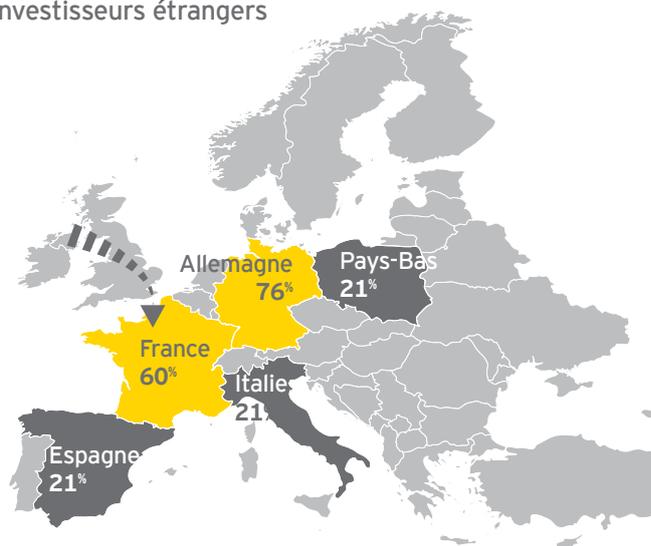
L'attractivité du Royaume-Uni et de Londres fléchissent en 2016

Alors que les modalités de sortie du marché unique pour le Royaume-Uni seront arrêtées à minima en 2019, les décisions prennent forme dès maintenant : rester ou partir, où investir, comment s'organiser en Europe ? Le spectre de la disparition du passeport financier européen a évidemment des impacts sur les choix de relocalisation de l'industrie bancaire et financière, mais aussi sur toutes les entreprises de pays et secteurs émergents ou industriels qui avaient massivement choisi le Royaume-Uni comme tête de pont européenne.

Le ralentissement du rythme des implantations au Royaume-Uni en 2016 (+7 % vs. + 20 % l'année précédente et à moitié de la croissance européenne) indique que les investisseurs de demain pourraient être plus frileux et attentistes.

La France apparaît comme un site crédible aux yeux de 60 % des décideurs interrogés, ce qui en fait le deuxième pays suscitant le plus l'intérêt des investisseurs, pas si loin derrière l'Allemagne (76 %). Francfort et Paris, devant d'autres places tertiaires et financières, sont déjà en compétition directe pour le transfert d'activités des banques et de leurs prestataires.

Les 5 pays européens pour lesquels le Brexit recueille le plus d'intérêt des investisseurs étrangers



Source : Baromètre EY de l'attractivité du site France 2017 (203 répondants), 3 réponses possibles

En janvier 2017, 14 % des entreprises internationales implantées au Royaume-Uni envisagent de relocaliser tout ou une partie de leur activité.

Les secteurs industriels et la *high tech* sont des cibles potentielles pour le « hub France »

Cependant, les grandes métropoles économiques (Francfort, Munich, Berlin, Amsterdam, Dublin, Bruxelles et Paris, mais aussi les grands bassins économiques des principaux pays européens) cherchent à s'attirer les faveurs d'entreprises à haute valeur ajoutée dans de nombreux autres secteurs : économie digitale, entreprises de conseil et de services B2B, investisseurs des pays émergents...

La concurrence entre régions européennes est très forte et se traduit par un combat pour reprendre des parts de marché,

à la fois sur l'ensemble des activités industrielles ou tertiaires et sur la *high tech* mondiale, pour qui l'hyper flexibilité du marché du travail et la compétitivité des coûts salariaux est notamment appréciable.

Bien que le monde entier ait les yeux braqués sur la City et les investissements financiers à capter, l'ensemble du secteur industriel, y compris de pointe, est touché par le Brexit. Les entreprises implantées au Royaume-Uni qui se fournissent en pièces ou composants en Europe, devront revoir voire totalement refondre leur chaîne de valeur et leur logistique afin d'éviter la montée de leurs coûts et la complexification de leurs chaînes industrielles et logistiques.

Témoignage



Olivier Campenon

Président, Chambre de Commerce franco-britannique

La modifications des accords commerciaux avec le Royaume-Uni va présenter des opportunités aux entreprises suffisamment agiles pour en profiter

Le peuple britannique a récemment ouvert une porte sur l'inconnu et beaucoup d'interrogations subsistent encore depuis l'annonce du Brexit.

L'économie britannique ne s'est jamais aussi bien portée : c'est faux. Si elle ne s'est pas écroulée comme on l'avait prédit en cas de vote du Brexit, elle commence à montrer des signes inquiétants : l'inflation augmente, et la consommation commence à fléchir, baisse de la livre oblige. Mais le Royaume-Uni bénéficie toujours d'un chômage inférieur à 5 % et de la croissance la plus élevée d'Europe.

Toutes les banques vont quitter Londres : c'est faux. Seules quelques-unes ont annoncé le déplacement d'une partie de leurs équipes vers Paris (HSBC), Francfort (Standard Chartered) ou Dublin (Barclays l'étudie). La place financière

de Londres - la City - est la première d'Europe et le restera très probablement, même si un tiers des transactions y sont effectuées en euro et pourraient donc devoir se rapatrier en cas de perte - probable - du fameux « passeport ».

Le Brexit est une opportunité pour la France : c'est vrai, mais ce n'est pas gagné pour autant. La modification des accords commerciaux avec le Royaume-Uni va présenter des opportunités aux entreprises qui seront suffisamment agiles pour en profiter : l'accueil des banquiers, des services pour accompagner ces changements, ou encore les chaînes logistiques pour s'adapter au retour des transactions douanières.

Dans deux ans, tout sera réglé : c'est probablement faux. L'article 50

prévoit en effet une période de deux ans de négociations, mais il n'y aura pas de « grand soir ». Une période de transition sera nécessaire, ordonnée, afin de permettre à toutes les parties de s'adapter au nouveau contexte des relations entre le Royaume-Uni et l'Union européenne.

Quelles conséquences sur les citoyens européens, les transactions commerciales, la finance? Autant de questions ouvertes qui rendent difficile une bonne préparation aux années à venir. Alors plus que jamais nous devons dialoguer et faire entendre la voix des entrepreneurs. C'est un des rôles de la Chambre franco-britannique.



Point de vue EY



Marc Lefevre

Associé, EY Ricol Lasteyrie Corporate Finance

La France boursière et son écosystème ont toutes les cordes à leur arc pour tirer partie du Brexit

Les infrastructures de marché et en particulier les bourses sont un maillon essentiel des places financières et de leur attractivité, en tant que véritables poumons du financement de l'économie réelle.

À l'heure du Brexit, la concurrence entre les bourses européennes s'exacerbe. Elles évoluent dans un environnement renforcé par la désintermédiation du financement, qui s'accélère sous l'effet de l'évolution des règles prudentielles. Ainsi Euronext, première bourse paneuropéenne continentale (qui regroupe les places de Paris, Amsterdam, Bruxelles et Lisbonne) a apporté en 2016 plus de 141 milliards d'euros de financement aux entreprises contre 69 milliards en 2011.

Autour d'EnterNext, place de marché concentrée sur le financement des PME-ETI, le développement des programmes TechShare ou FamilyShare, Euronext se renforce sur le continent pour convaincre des entreprises européennes de technologies de venir se coter sur ses marchés. Cette ambition renforce l'image de « Nasdaq européen » d'Euronext et montre que son modèle pourrait s'étendre indépendamment de la consolidation des Bourses qui reste très complexe.

Le récent échec du rapprochement entre le London Stock Exchange et Deutsche Börse en est un illustratif intéressant. Il permet à Euronext de confirmer son rôle au sein de l'Europe boursière à l'heure où les investisseurs internationaux sont rassurés et

reviennent massivement sur les actions européennes et françaises. En effet, les niveaux de valorisation restent attractifs et pourraient profiter de l'accélération de la croissance mondiale dans un contexte de meilleure stabilité. Les liquidités sont aujourd'hui considérables et la recherche de rendement fait des actions une zone de véritable attractivité.

La France boursière et son écosystème financier ont aujourd'hui toutes les cordes à leur arc pour tirer parti du Brexit à un moment où les Européens doivent réécrire un chapitre de leur histoire collective pour nourrir un destin commun. Le financement doit être une priorité !

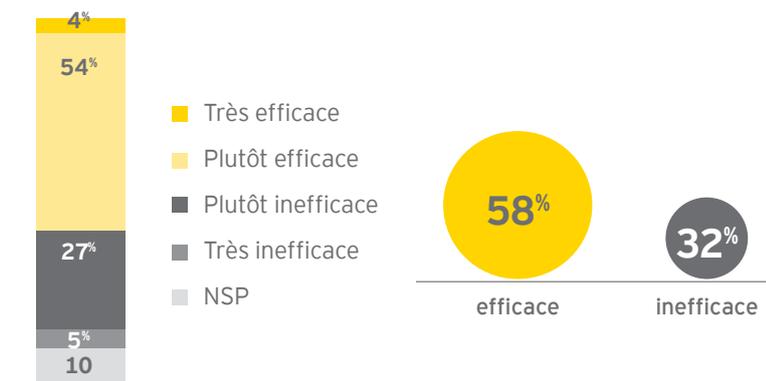
8. French Tech et entrepreneuriat « à la française » sont très fortement reconnus en 2017

La France deviendra-t-elle une « Start-up Nation » ?

Portée par l'esprit de la French Tech, la reconnaissance d'un entrepreneuriat « à la française » s'affirme en 2016. Innovation, partage de la valeur, hypercroissance et promotion de nouveaux modèles sociaux sont les mots clés de la communauté des start-up qui parvient de mieux en mieux à faire rayonner la France à l'international. La French Tech, entrepreneuriale et digitale, s'affirme aujourd'hui comme l'un des nouveaux visages de la France à l'étranger.

À noter que ce mouvement, porté par des entrepreneurs et des investisseurs de talent, a su se structurer, gagner en force, et ensuite conquérir le soutien du pays et de l'État. **En 2017, 58 % des dirigeants interrogés estiment que la politique mise en œuvre pour encourager la création de start-up est efficace, soit 14 points de plus qu'en 2016.** Cette appréciation est encore plus marquée parmi les entreprises non implantées, qui sont 66 % à saluer cette politique. Parmi les entreprises implantées, la perception est plus mesurée, signe d'un *French bashing* résistant : 40 % des dirigeants n'adhèrent pas à la politique mise en œuvre, et seuls 5 % ne se prononcent pas (contre 12 % en 2016).

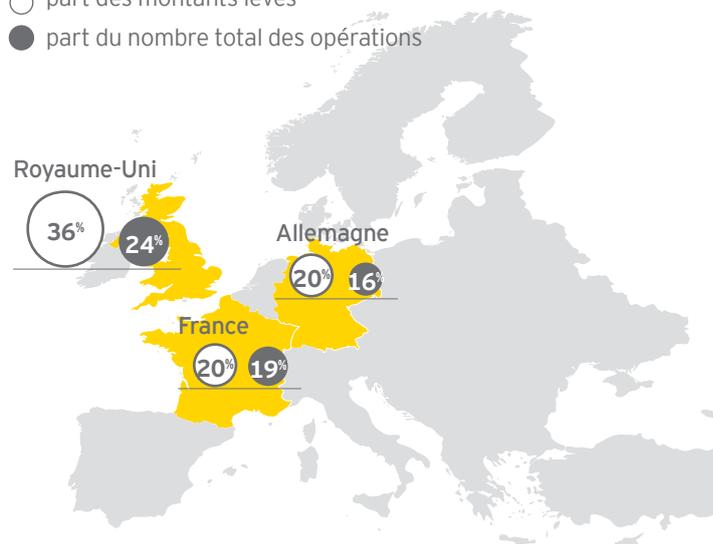
Selon les décideurs, la politique française de soutien aux start-up est...



Source : Baromètre EY de l'attractivité du site France 2017 (203 répondants)

Top 3 des investissements au sein de l'Union européenne (2016)

- part des montants levés
- part du nombre total des opérations



Source : Baromètre EY du capital risque en France (édition 2017)

Point de vue EY



Franck Sebag

Associé, EY
Responsable du marché des start-up en France

L'année 2016 aura été l'année phare de la France concernant l'investissement dans les start-up¹⁰, avec 2,2 milliards de fonds levés, soit une augmentation de 46 % depuis 2014. Le dynamisme de l'écosystème de la French Tech peut être mesuré sur ces investissements qui concernent principalement le secteur du digital (services internet, technologie, logiciels). Surtout, la France est au coude à coude avec l'Allemagne, les deux pays réalisant chacun 20 % du total des montants levés au sein de l'Union européenne. La France est parvenue à réduire son écart cette année. En passant de 10 % des montants

levés en 2014 à 20 % en 2016, elle affiche une progression spectaculaire. Cette vague se lit dans l'histoire des licornes, ces start-up qui dépassent le milliard d'euros de valorisation : deux entreprises françaises ont rejoint Blablacar dans ce prestigieux classement en 2016, amenant la France au 4^e rang des pays européens - à nouveau loin derrière le Royaume-Uni, qui totalise 18 licornes et dont la compétitivité en la matière ne semble pas entamée par le Brexit. Pour autant, l'enjeu à date n'est pas tant de convertir les start-up françaises en « licorne » ou « centaure » (+ de 100 millions d'euros de valorisation), que de réussir à les faire grandir, les stabiliser et ainsi atteindre le stade d'ETI.

Les éléments explicatifs de cette poussée des start-up et de leur performance ? Une amélioration de l'image de la France certes, mais aussi une croissance un peu plus soutenue et une politique de soutien et de valorisation mieux pilotée. Surtout, la France dispose, dans les secteurs de pointe que sont le digital et les biotechs, d'équipes scientifiques de premier ordre qui attirent les décideurs étrangers et boostent leurs investissements. Avec l'évolution actuelle des nouvelles générations, de plus en plus animées par un esprit entrepreneurial, la France dispose incontestablement d'un vivier d'atouts pour s'affirmer comme l'un des tout premiers leaders du numérique et des secteurs d'avenir.

10 Source : Baromètre EY du capital risque en France, édition 2017



Le numérique est désormais notre 1^{er} levier de croissance

Depuis plusieurs années, la France investit dans et autour du numérique, dans des secteurs d'avenir et à haute valeur ajoutée (électronique de haut niveau, nano biotechnologies, ville intelligente, économie des données, internet des objets, robotique...). Ces efforts sont désormais visibles : les investisseurs sont confiants dans les capacités de la France à tirer profit de ses atouts dans l'économie numérique, 1^{er} levier d'attractivité pour 36 % d'entre eux (11 points de plus qu'en 2016).

Par ailleurs, en 2016, le numérique est le 2^e secteur qui recueille le plus de projets internationaux, juste derrière les services aux entreprises, dont la dynamique est étroitement liée à l'économie digitale : Facebook, DataDirect Networks, Le Bon Coin, GetYourGuide, Indeed.com, Twitter... La digitalisation de l'économie renforce la porosité des secteurs d'investissements qui s'alimentent les uns des autres.

Top 3 des pays européens pour les projets d'investissements étrangers dans le numérique (2015-2016)

	Pays	Nombre de projets 2016	Nombre de projets 2015	Évolution 2015-2016
1.	Royaume-Uni	215	219	↓ -2 %
2.	Allemagne	161	161	→ 0 %
3.	France	95	73	↑ +30 %

Source : European Investment Monitor, EY, 2017

Cette progression de la France est particulièrement nette à la lumière des performances de nos concurrents européens : certes, la France est toujours distancée par le Royaume-Uni et l'Allemagne en termes de nombre de projets liés au numérique et d'emplois créés, mais le fait qu'elle soit la seule de ces trois nations à avoir progressé témoigne de son attractivité en la matière.

9. Le Grand Paris et les grandes métropoles françaises régénèrent l'attractivité de la France

La région capitale attire toujours autant

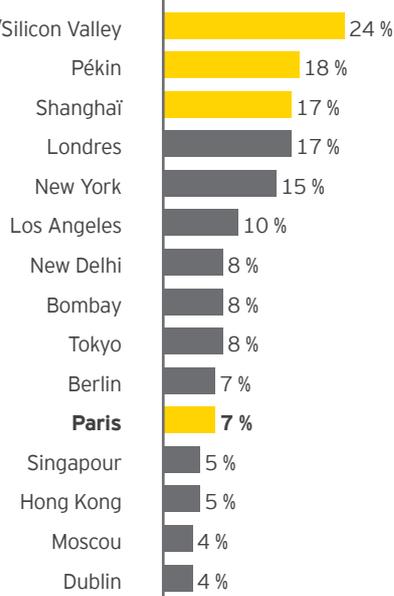
En 2016, l'Île-de-France confirme son rôle moteur dans l'attractivité de la France, en drainant plus d'un projet sur trois (contre un sur quatre l'année précédente), ce qui correspond environ à la part de la région capitale dans le PIB national (31 %¹¹). Ces projets créent 28 % de la totalité des emplois portés par les investisseurs étrangers en France. Sans surprise, la région attire des projets tertiaires et commerciaux en priorité (56 % de la totalité de ces projets), des centres de décision (50%), et des centres de R&D (29 %). En 2016, son attractivité se diversifie ainsi sensiblement.

Le Baromètre EY - Urban Land Institute du Grand Paris du Grand Paris (juillet 2016) indiquait comment les acteurs publics et privés du Grand Paris et de la région construisent, ensemble, des réponses aux enjeux majeurs de stimulation et de développement de la croissance en France. Grâce à une importante force de frappe en termes d'enseignement supérieur, de recherche et de création d'entreprises, l'ambition commune et désormais bien ancrée est de bâtir un pôle mondial d'attractivité qui s'appuie sur l'écosystème entrepreneurial, l'attraction des talents, la valorisation de la recherche ou le financement de l'innovation.

On pourra aussi compter sur des actes forts de mobilisation collective, tels que les candidatures aux Jeux olympiques de 2024 ou à l'Exposition universelle de 2025.

Dans une économie mondiale dominée par les grandes métropoles, le Grand Paris est une chance pour la France. Les dirigeants le reconnaissent en situant la région capitale parmi les 15 grandes métropoles mondiales où pourrait naître le « prochain Google ».

Où naîtra le prochain Google (15 premières citations) ?



Source : Baromètre EY de l'attractivité de l'Europe 2017 (505 répondants), 3 réponses possibles



11 Chiffres clés de la région Île-de-France 2016, CCI Paris Île-de-France

Témoignage



Johanna Rolland

Maire de Nantes

La reconnaissance des compétences et de l'identité des métropoles permettra de répondre aux défis de la France

Amorcée depuis plusieurs années, la reconnaissance du rôle des métropoles comme moteurs de la croissance et du rayonnement de la France a été validée par le législateur qui a clarifié et renforcé leurs compétences. Mais le débat qui a accompagné cette montée en puissance s'est aussi illustré par l'apparition d'une opposition entre territoires métropolitains, innovants, attractifs et dynamiques, et espaces ruraux ou périurbains, délaissés par la mondialisation et ses atouts.

L'action que j'ai engagée depuis trois ans à Nantes, mais aussi au sein de France Urbaine et du réseau Eurocities, veut dépasser ce clivage. L'attractivité de la France en dépend.

Cette ambition, à Nantes, nous la bâtissons autour de deux principes d'action.

Le premier, c'est le changement d'échelle. La promotion et l'attractivité du territoire, nous les déployons en compagnie de l'agglomération de Saint-Nazaire avec laquelle nous compterons en 2030 plus d'un million d'habitants. Pour l'accessibilité internationale, la culture ou l'enseignement supérieur, c'est avec Saint-Nazaire, Rennes et Angers que nous coopérons. Pour développer l'offre touristique ou notre projet alimentaire territorial, c'est avec les intercommunalités rurales riveraines de la métropole que nous construisons.

Ces différentes strates de coopération forment ce que j'appelle l'alliance des territoires.

Le second principe, c'est l'ouverture et l'innovation. C'est pour cela qu'à Nantes l'Université et l'École Centrale s'unissent au CHU et à l'Inserm pour inventer une offre de formation et un nouveau paysage de l'enseignement supérieur et de la recherche, corrélés à nos filières clefs, l'industrie et la santé du futur. C'est pour cela que nous accueillons chaque année près de 90 nouvelles entreprises venues du monde entier. C'est pour cela que nous avons fait de la culture et de la créativité les fondamentaux d'une nouvelle stratégie touristique, portée par le Voyage à Nantes et déclinée sur tout le territoire métropolitain.

Cette nouvelle dimension inscrit Nantes dans un cycle de développement maîtrisé qui nous donne les moyens de penser et de réinventer la ville à long terme, avec l'implication des citoyens, et de proposer une qualité de vie qui devient un des fondamentaux de notre attractivité.

La France reste un pays jacobin et centralisé, qui hésite encore à faire confiance à ses territoires et à leur confier plus d'autonomie et de responsabilités. Nous sommes au milieu du gué. C'est pourtant en reconnaissant leurs compétences et leur identité que nous répondrons aux crises et aux défis auxquels la France et l'Europe font face.



Dans une économie mondiale dominée par les grandes métropoles, le Grand Paris est une chance pour la France.

Les grandes métropoles complètent « l'offre France »

Les grandes métropoles régionales sont dynamiques et valorisent l'ensemble du site France, autant pour des fonctions industrielles que pour des fonctions à haute valeur ajoutée.

Par exemple, AstraZeneca a renouvelé sa confiance à l'agglomération dunkerquoise, et le groupe Talend, récemment coté au Nasdaq, confirme son attachement aux Pays de la Loire en ouvrant un centre de R&D à Nantes.

Les grands bassins métropolitains captent une part conséquente des investissements étrangers, en particulier dans les fonctions à haute valeur ajoutée (centres de décision, centres de R&D, fonctions marketing et commerciales).

Part des métropoles - hors Île-de-France - dans l'accueil des projets internationaux (2016)

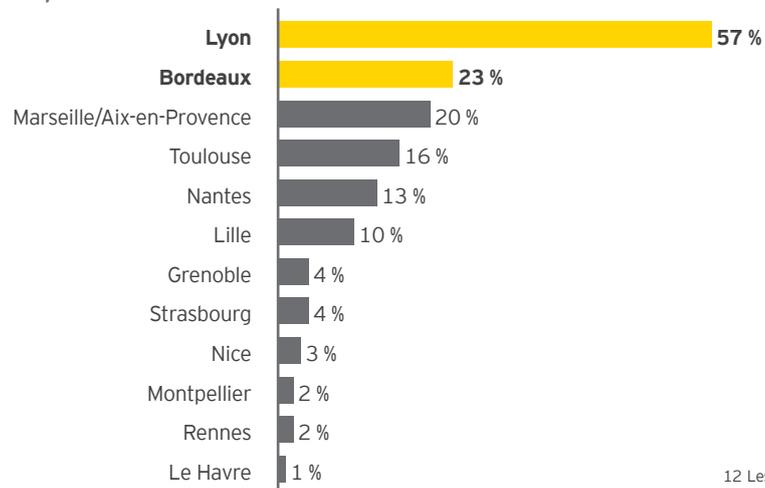
Type d'activités	Nombre d'implantations en France	Nombre d'implantations dans des métropoles ¹²	Part sur le total
Centres de R&D	51	17	33%
Centres de décision	16	5	31%
Fonctions tertiaires et commerciales	367	72	20%
Logistique	80	22	28%
Activités industrielles	212	18	8%

Source : European Investment Monitor, EY, 2017

Dans le classement d'image des métropoles régionales, Lyon tient toujours ses concurrentes à distance : plus de la moitié des suffrages des dirigeants en font la « ville entreprenante de demain ».

Avec 23 % des suffrages, Bordeaux tire son épingle du jeu et bénéficie de l'effet « TGV à 2 heures de Paris ». Suivent ensuite les métropoles marseillaise, toulousaine, nantaise et lilloise.

Quelles sont, selon les dirigeants, les deux métropoles françaises challengers de Paris qui seront les villes entreprenantes de demain ?



¹² Les métropoles désignent les 16 intercommunalités dotées du statut de métropole au 1^{er} mai 2017 hors Paris (Aix-Marseille, Bordeaux, Brest, Dijon, Grenoble, Lille, Montpellier, Nancy, Nantes, Nice, Orléans, Rennes, Rouen, Strasbourg, Toulouse, Tours) ainsi que la Métropole de Lyon (collectivité territoriale). Source : Baromètre EY de l'attractivité de l'Europe 2017 (265 répondants)

10. Au-delà de l'image, la confiance est déterminante pour aller plus loin

Le vrai visage de la France et sa dynamique récente doivent encore être valorisés

Longtemps malmenée par une attractivité et une compétitivité en berne, l'image de la France doit désormais être utilisée comme un levier prioritaire pour fixer l'attention des investisseurs sur son nouveau visage et révéler sa dynamique récente.

La politique de promotion commence à payer : 41 % des décideurs estiment qu'elle est « efficace » (+1 point par rapport à 2016). Autrement dit, le regard des investisseurs sur la France semble évoluer lentement, mais sûrement.

La France se situe à un point d'inflexion, entre hésitation et franche adhésion.

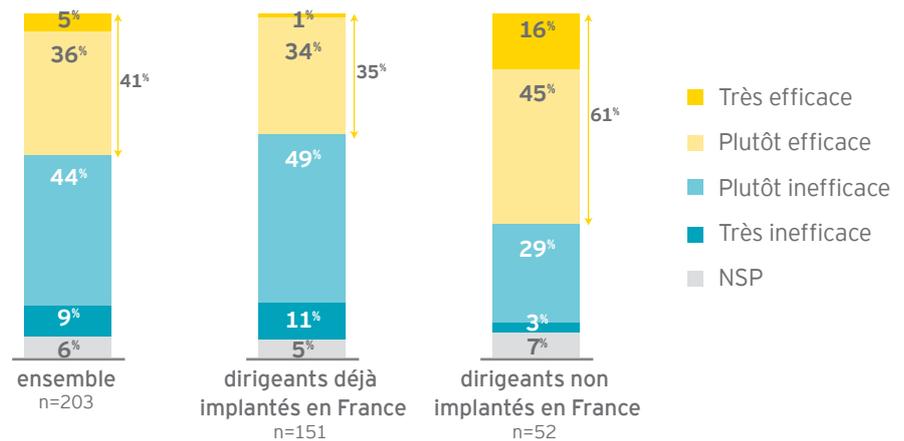
La confiance interne et externe doit grandir

Si le *French bashing* recule fortement (-7 points entre 2016 et 2017) chez les entreprises non implantées en France – auxquelles se destinent principalement ces actions de promotion –, il reste prégnant au sein même de nos frontières.

Ainsi, il est frappant de constater que les opinions favorables sur la France sont plus fortes chez les décideurs non implantés que chez ceux qui ont déjà investi sur notre sol.

Au-delà des aspects promotionnels de la « marque France », ce sont d'actes et de réformes concrètes dont ont besoin les investisseurs pour croire profondément au site France. On l'a vu, les attentes sont fortes sur le triptyque « Fiscalité/

Évolution de l'opinion des dirigeants d'entreprises sur la promotion des atouts de la France à l'international (2016-2017)



Source : Baromètre EY de l'attractivité du site France 2017 (52 répondants)

Simplification/Marché et Coût du travail ». Sur les aspects fiscaux, la question est complexe : certes, des mesures timides ont été engagées, qui témoignent d'une prise de conscience de l'enjeu fiscal sur l'attractivité française ; mais aujourd'hui, la France affiche toujours le taux d'IS le plus élevé de la zone Euro... et ne figurera sans doute jamais parmi les mieux-disants européens que sont l'Irlande, la Hongrie ou le Royaume-Uni.

Là n'est pourtant pas le réel handicap. Comme la France, l'Allemagne pratique une fiscalité élevée, sans que cela nuise à son attractivité. À la différence de nous, nos voisins d'Outre-Rhin affichent une stabilité sans faille de leur politique fiscale, mais aussi réglementaire et sociale, industrielle et technologique.

Cette stabilité est le socle indispensable pour que la vision à long terme des investisseurs puisse s'épanouir.

La France doit probablement s'en inspirer pour bâtir un lien durable avec ses investisseurs. Pour cela, la première règle est de faire preuve d'une discipline sans faille dans l'expression publique : les mêmes messages, cohérents, forts et concentrés, doivent être répétés en direction de tous les décideurs internationaux. L'utilisation des réseaux sociaux et professionnels doit être renforcée, et un travail ciblé doit désormais être mené auprès des entreprises majeures, des têtes de réseaux et des leaders d'opinion.

Selon notre enquête auprès de 203 dirigeants en mars 2017, la France a retrouvé le niveau de confiance d'avant-crise : elle recueille un indice de satisfaction de 73 % (assez et très satisfaits). La diminution de 7 points par rapport à la même question posée il y a un an est attribuable aux déceptions nées de la réforme du marché du travail en 2016 et à la période électorale de 2017.

Quoiqu'il en soit, les dirigeants saluent probablement les efforts accomplis en partie sur la fiscalité (annonce de la réduction de l'IS, par exemple) et les effets du CICE sur le coût du travail.

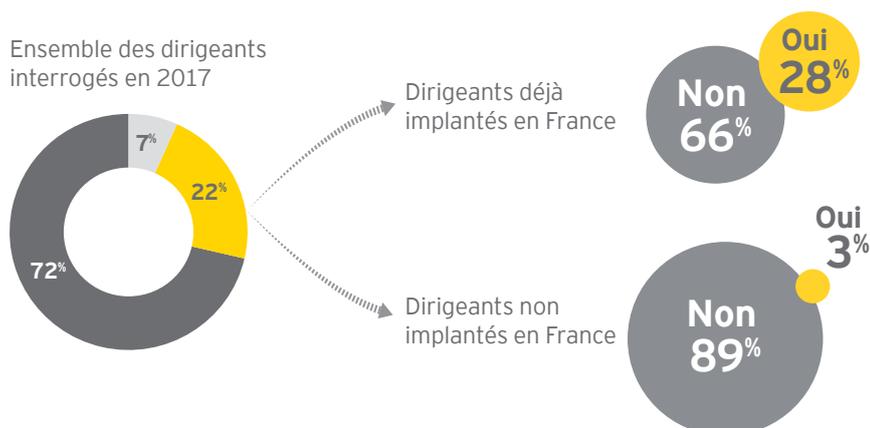
En revanche, ce regain d'optimisme ne se traduit pas encore en perspectives concrètes. Prudents et échaudés, seuls 22 % des dirigeants envisagent d'implanter ou d'étendre leurs activités en France, et la proportion est particulièrement faible parmi les entreprises non implantées (2 sur 44).

L'attractivité est un enjeu national à appréhender sur le temps long

En complément de mesures qui agissent sur le coût et l'environnement d'exploitation, les décideurs internationaux attendent le maintien d'un certain « rôle de l'État » dans les politiques économiques. Ils sont 40 % à estimer que le soutien aux industries de haute technologie et à l'innovation permettrait à la France de renforcer sa position mondiale ; 36 % penchent pour le soutien aux PME, tandis que 35 % d'entre eux prônent une concentration des efforts sur l'éducation et les compétences. Dans le contexte actuel si incertain, le soutien des pouvoirs publics redeviendrait-il un facteur de compétitivité ?

Votre entreprise envisage-t-elle de s'implanter ou d'étendre ses activités en France ?

Ensemble des dirigeants interrogés en 2017



Source : Baromètre EY de l'attractivité du site France 2017 (203 répondants)

Méthodologie

Le recensement des implantations internationales et des créations d'emplois

Depuis 1997, EY European Investment Monitor (EIM) recense le nombre de projets d'investisseurs étrangers sur une quarantaine de pays européens, y compris en Russie et en Turquie.

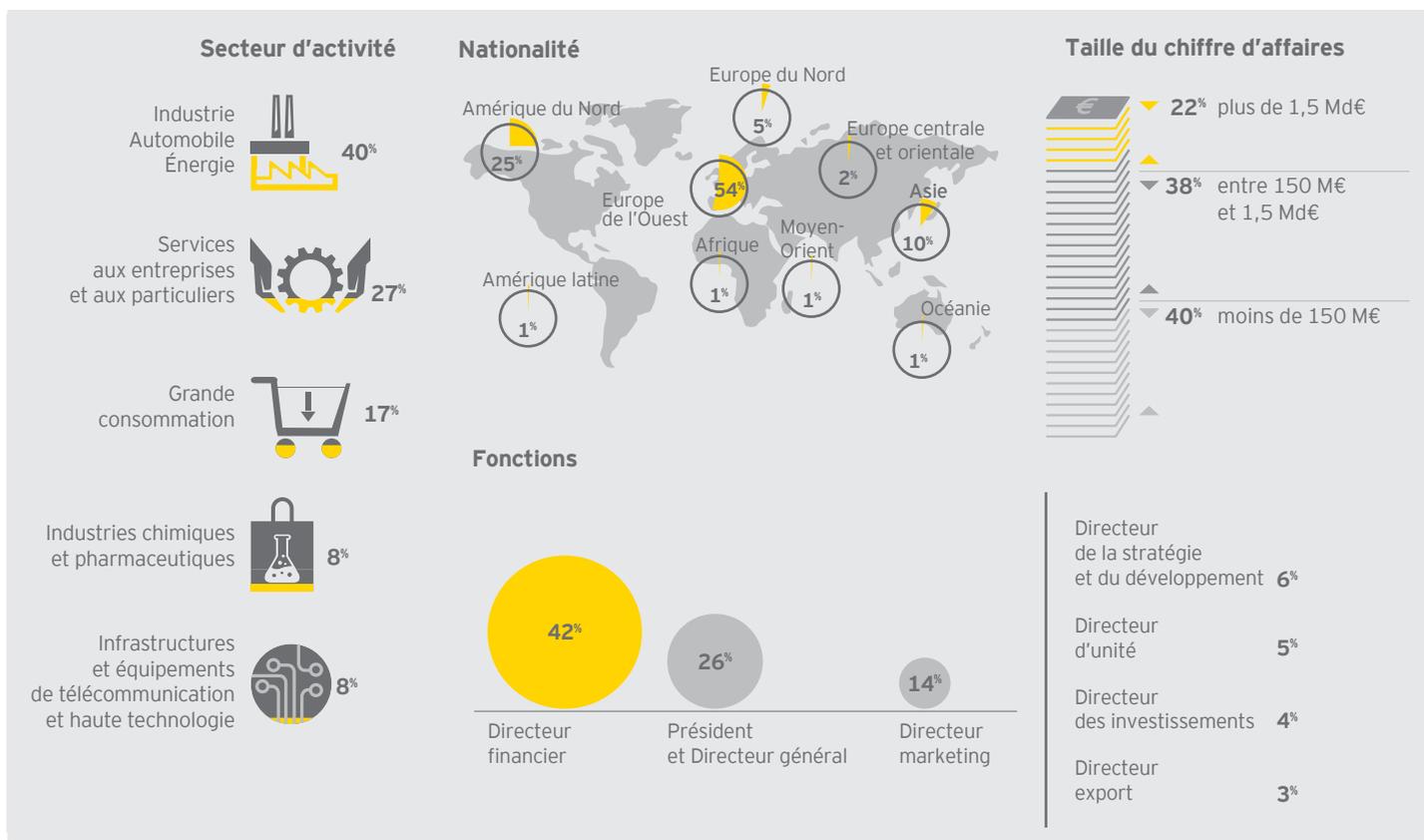
Il prend en compte et vérifie les annonces publiques et fermes d'investissements porteurs de créations d'emplois. Ces flux d'implantations et d'extensions se situent dans une très grande variété d'activités et de secteurs, mais en excluent certains dont la logique d'implantation relève de facteurs d'attractivité certes intéressants, mais structurellement différents des implantations industrielles, décisionnelles ou technologiques (tels que les hôtels, les surfaces de ventes ou de restauration).

D'autres méthodes peuvent être utilisées pour le recensement de ce type de projets. Ainsi, celle de Business France intègre, en plus des emplois créés, les emplois maintenus par les investisseurs étrangers en France, ainsi que les créations et les sauvegardes d'emplois projetés sur 3 ans ; à l'inverse EY European Investment Monitor se concentre sur les données au démarrage des projets, et ce de la même manière dans tous les pays européens (43 en 2016).

Globalement, les tests de qualité et les croisements réalisés auprès des entreprises pour la constitution de la base de données EIM permettent de garantir un niveau d'exhaustivité et de comparabilité unique en Europe.

L'enquête auprès des dirigeants

La perception et les attentes des décideurs internationaux ont été recueillies à travers une enquête téléphonique auprès de 203 décideurs internationaux du 6 au 22 mars 2017. Les dirigeants, déclarés impliqués dans les décisions d'investissement étrangers, ont été interrogés dans 26 pays et en 3 langues. La structure de l'échantillon est représentative des investissements internationaux, qu'il s'agisse de leur origine géographique (en grande partie issue de l'Union européenne), de leur origine sectorielle, ou de la taille des entreprises.



Contacts

Marc Lhermitte

Associé, Ernst & Young Advisory
Responsable du Programme Attractivité
Tél. : + 33 1 46 93 72 76
Email : marc.lhermitte@fr.ey.com

Élise Carrard

Relations Médias
Tél. : +33 1 46 93 49 73
Email : elise.carrard@fr.ey.com

Anne Périé

Coordination Marketing
Tél. : +33 1 46 93 77 11
Email : anne.perie@fr.ey.com

EY est un des leaders mondiaux de l'audit, du conseil, de la fiscalité et du droit, des transactions. Partout dans le monde, notre expertise et la qualité de nos services contribuent à créer les conditions de la confiance dans l'économie et les marchés financiers. Nous faisons grandir les talents afin qu'ensemble, ils accompagnent les organisations vers une croissance pérenne. C'est ainsi que nous jouons un rôle actif dans la construction d'un monde plus juste et plus équilibré pour nos équipes, nos clients et la société dans son ensemble.

EY désigne l'organisation mondiale et peut faire référence à l'un ou plusieurs des membres d'Ernst & Young Global Limited, dont chacun est une entité juridique distincte. Ernst & Young Global Limited, société britannique à responsabilité limitée par garantie, ne fournit pas de prestations aux clients. Retrouvez plus d'informations sur notre organisation sur www.ey.com.

© 2017 Ernst & Young Advisory.
Tous droits réservés.

Studio EY France - 1705SG329

SCORE France N° xxx

Crédits photo : xxx



Document imprimé conformément à l'engagement d'EY de réduire son empreinte sur l'environnement.

Cette publication a valeur d'information générale et ne saurait se substituer à un conseil professionnel en matière comptable, fiscale ou autre. Pour toute question spécifique, vous devez vous adresser à vos conseillers.

ey.com/fr

For more information, please
visit: ey.com/attractiveness

Twitter: [@EY_FDI](https://twitter.com/EY_FDI)